

Édition de langue française

## Législation

### Sommaire

- I *Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité*
- ★ Règlement (CE) n° 3054/95 du Conseil, du 22 décembre 1995, concernant l'exportation de certains produits sidérurgiques CECA et CE de certains pays tiers dans les Communautés européennes ..... 1
- ★ Décision n° 3055/95/CECA de la Commission, du 24 décembre 1995, concernant l'exportation de certains produits sidérurgiques CECA de la république de Bulgarie vers la Communauté européenne du charbon et de l'acier ..... 17
- 
- II *Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité*
- Conseil
- 95/572/CECA:
- ★ Décision n° 2/95 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la république de Bulgarie, d'autre part, du 22 décembre 1995, concernant l'exportation de certains produits sidérurgiques CECA de la république de Bulgarie vers la Communauté ..... 27
- 95/573/CECA:
- ★ Décision n° 3/95 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la république de Bulgarie, d'autre part, du 20 décembre 1995, concernant l'exportation de certains produits sidérurgiques CECA de la Bulgarie vers la Communauté ..... 37
- 95/574/CECA:
- ★ Décision n° 3/95 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, du 19 décembre 1995, concernant l'exportation de certains produits sidérurgiques CECA de la Roumanie vers la Communauté ..... 51

Prix: 19,50 ECU

(Suite au verso)

FR

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

Sommaire *(suite)*

95/575/CECA:

- ★ **Décision n° 2/95 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Slovaquie, d'autre part, du 19 décembre 1995, concernant l'exportation de certains produits sidérurgiques CECA de la Slovaquie vers la Communauté** ..... 65

## I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

## RÈGLEMENT (CE) N° 3054/95 DU CONSEIL

du 22 décembre 1995

concernant l'exportation de certains produits sidérurgiques CECA et CE de certains pays tiers dans les Communautés européennes

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 113,

vu la proposition de la Commission,

considérant qu'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et les pays suivants, d'autre part, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1995: république de Bulgarie <sup>(1)</sup>, Roumanie <sup>(2)</sup>, République slovaque <sup>(3)</sup>;

considérant que la situation relative à l'importation de certains produits sidérurgiques en provenance des pays susmentionnés dans la Communauté a fait l'objet d'un examen approfondi et que, au vu des informations utiles qui leur ont été fournies, les parties ont décidé, par les décisions n° 2/95 (BG) <sup>(4)</sup>, n° 3/95 (RO) <sup>(5)</sup> et n° 2/95 (SK) <sup>(6)</sup> que la solution acceptable pour les deux parties est un système de double contrôle, sans limites quantitatives, des importations dans la Communauté de certains produits sidérurgiques relevant des traités CECA et CE, pour une période initiale allant du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 31 décembre 1996,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

1. Pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 31 décembre 1996, conformément aux dispositions des décisions des Conseils d'association n° 2/95 (BG), n° 3/95

(RO) et n° 2/95 (SK), l'importation dans la Communauté de certains produits sidérurgiques relevant des traités CECA et CE et originaires de certains pays tiers, qui sont énumérés aux annexes I à III, est subordonnée à la présentation d'un document d'importation délivré par les autorités communautaires.

2. Le classement des produits visés par le présent règlement se fonde sur la nomenclature tarifaire et statistique de la Communauté, ci-après dénommée «nomenclature combinée» ou, dans sa forme abrégée, «NC». L'origine de ces produits est déterminée conformément aux règles en vigueur dans la Communauté.

3. Pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 31 décembre 1996, l'importation dans la Communauté des produits sidérurgiques originaires des pays exportateurs, qui sont énumérés aux annexes I à III, est en outre subordonnée à la délivrance d'un document d'exportation par les autorités compétentes du pays exportateur. L'importateur est tenu de présenter l'original du document d'exportation au plus tard le 31 mars de l'année suivant celle de l'expédition des marchandises couvertes par le document.

4. Le document d'exportation ne sera pas requis pour les marchandises originaires de Slovaquie et expédiées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1996, à condition que la destination de ces marchandises n'ait pas changé et que les produits qui, dans le cadre du régime de surveillance préalable applicable en 1995, ne peuvent être mis en libre circulation que sur présentation d'un document d'importation soient bien accompagnés de ce document.

5. L'expédition est considérée comme ayant eu lieu à la date de chargement sur le moyen de transport utilisé pour l'exportation.

6. Le document d'exportation doit être conforme au modèle reproduit à l'annexe IV. Il est valable pour les exportations à destination de l'ensemble du territoire douanier de la Communauté.

<sup>(1)</sup> JO n° L 358 du 31. 12. 1994, p. 3.

<sup>(2)</sup> JO n° L 357 du 31. 12. 1994, p. 2.

<sup>(3)</sup> JO n° L 359 du 31. 12. 1994, p. 2.

<sup>(4)</sup> Voir page 27 du présent Journal officiel.

<sup>(5)</sup> Voir page 51 du présent Journal officiel.

<sup>(6)</sup> Voir page 65 du présent Journal officiel.

## Article 2

1. Le document d'importation visé à l'article 1<sup>er</sup> est délivré automatiquement par l'autorité compétente des États membres, sans frais et pour toutes les quantités demandées, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter du dépôt de la demande par tout importateur de la Communauté, quel que soit le lieu de son établissement dans la Communauté. Sauf preuve du contraire, la demande est réputée reçue par l'autorité nationale compétente au plus tard dans les trois jours ouvrables suivant son dépôt.

2. Le document d'importation délivré par l'une des autorités nationales compétentes énumérées à l'annexe V est valable dans toute la Communauté.

3. Le document d'importation doit être établi selon le modèle figurant à l'annexe VI. La demande de l'importateur doit comprendre les éléments suivants:

- a) le nom et l'adresse complète du demandeur (y compris les numéros de téléphone et télécopieur, ainsi que, le cas échéant, le numéro d'identification utilisé par les autorités nationales compétentes) et son numéro de TVA, s'il y est assujéti;
- b) le cas échéant, le nom et l'adresse complète du déclarant ou du représentant du demandeur (y compris les numéros de téléphone et de télécopieur);
- c) le nom et l'adresse complète de l'exportateur;
- d) la désignation précise des marchandises, y compris:
  - leur dénomination commerciale,
  - leur code NC (nomenclature combinée),
  - le pays d'origine,
  - le pays de provenance;
- e) le poids net exprimé en kilogrammes ou la quantité exprimée dans une unité autre que le poids net, par position de la nomenclature combinée;
- f) la valeur caf frontière communautaire des marchandises, exprimée en écus et détaillée par position de la nomenclature combinée;
- g) l'état de second choix ou déclassé des produits en question <sup>(1)</sup>;
- h) la période et le lieu prévus pour le dédouanement;
- i) l'indication que la demande reprend ou non une demande antérieure concernant le même contrat;

<sup>(1)</sup> Selon les critères indiqués dans la communication de la Commission concernant les critères d'identification des produits sidérurgiques de deuxième choix originaires des pays tiers, appliqués par les administrations douanières des États membres. (JO n° C 180 du 11. 7. 1991, p. 4).

- j) la déclaration suivante, datée et signée par le demandeur, avec inscription de son nom en lettres capitales:

«Je, soussigné, certifie que les renseignements portés sur la présente demande sont exacts et établis de bonne foi et que je suis établi dans la Communauté».

L'importateur doit également fournir une copie du contrat de vente ou d'achat, de la facture *pro forma* et/ou, dans les cas où les marchandises ne sont pas achetées directement dans le pays producteur, d'un certificat de production délivré par l'aciérie productrice.

4. Les documents d'importation ne peuvent être utilisés qu'aussi longtemps que les mesures de libéralisation des importations restent en vigueur pour les transactions concernées. Sans préjudice d'une éventuelle modification du régime d'importation en vigueur ou de décisions particulières prises dans le cadre d'un accord ou de la gestion d'un contingent:

- la période de validité du document d'importation est fixée à quatre mois,
- les documents d'importation non utilisés ou partiellement utilisés peuvent être renouvelés pour une période équivalente.

## Article 3

1. Le fait que le prix unitaire auquel la transaction est effectuée dépasse celui indiqué dans le document d'importation de moins de 5 % ou que la valeur totale ou la quantité des produits présentés à l'importation dépasse la valeur ou la quantité indiquée dans le document d'importation de moins de 5 % ne fait pas obstacle à la mise en libre pratique des produits en question.

2. Les demandes de documents d'importation et les documents eux-mêmes ont un caractère confidentiel. Ils sont réservés uniquement aux autorités compétentes et au demandeur.

## Article 4

1. Dans les dix premiers jours de chaque mois, les États membres font connaître à la Commission:

- a) le détail des quantités et des valeurs (exprimées en écus) pour lesquelles des documents d'importation ont été délivrés au cours du mois précédent;
- b) le détail des importations effectuées au cours du mois précédant celui visé au point a).

Les informations fournies par les États membres sont ventilées par produit, par code NC et par pays. Elles sont communiquées par voie électronique, sous la forme convenue à cet effet.

2. Les États membres indiquent les anomalies ou fraudes éventuellement constatées et, le cas échéant, la base sur laquelle ils ont refusé d'accorder un document d'importation.

*Article 5*

Les notifications prévues par le présent règlement doivent être adressées à la Commission des Communautés européennes (DG I/D/2 et DG III/C/2).

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 décembre 1995.

*Article 6*

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

*Par le Conseil*

*Le président*

L. ATIENZA SERNA

---

## ANNEXE I

## BULGARIE

## Liste des produits soumis au double contrôle (1996)

7202 11 20	7209 26 90	7213 91 10	7219 12 90	7225 20 20
7202 11 80	7209 27 10	7213 91 20	7219 13 10	7225 30 00
7202 99 11	7209 27 90	7213 91 41	7219 13 90	7225 40 20
	7209 28 10	7213 91 49	7219 14 10	7225 40 50
7203 90 00	7209 28 90	7213 91 70	7219 14 90	7225 40 80
	7209 90 10	7213 91 90	7219 21 10	7225 50 00
7206 10 00		7213 99 10	7219 21 90	7225 91 10
7206 90 00	7210 11 10	7213 99 90	7219 22 10	7225 92 10
	7210 12 11		7219 22 90	7225 99 10
7208 10 00	7210 12 19	7214 20 00	7219 23 00	
7208 25 00	7210 20 10	7214 30 00	7219 24 00	7226 11 10
7208 26 00	7210 30 10	7214 91 10	7219 31 00	7226 19 10
7208 27 00	7210 41 10	7214 91 90	7219 32 10	7226 19 30
7208 36 00	7210 49 10	7214 99 10	7219 32 90	7226 20 20
7208 37 10	7210 50 10	7214 99 31	7219 33 10	7226 91 10
7208 37 90	7210 61 10	7214 99 39	7219 33 90	7226 91 90
7208 38 10	7210 69 10	7214 99 50	7219 34 10	7226 92 10
7208 38 90	7210 70 31	7214 99 61	7219 34 90	7226 93 20
7208 39 10	7210 70 39	7214 99 69	7219 35 10	7226 94 20
7208 39 90	7210 90 31	7214 99 80	7219 35 90	7226 99 20
7208 40 10	7210 90 33	7214 99 90	7219 90 10	
7208 40 90	7210 90 38			7227 10 00
7208 51 10		7215 90 10	7220 11 00	7227 20 00
7208 51 30	7211 13 00		7220 12 00	7227 90 10
7208 51 50	7211 14 10	7216 10 00	7220 20 10	7227 90 50
7208 51 91	7211 14 90	7216 21 00	7220 90 11	7227 90 95
7208 51 99	7211 19 20	7216 22 00	7220 90 31	
7208 52 10	7211 19 90	7216 31 11		7228 10 10
7208 52 91	7211 23 10	7216 31 19	7221 00 10	7228 10 30
7208 52 99	7211 23 51	7216 31 91	7221 00 90	7228 20 11
7208 53 10	7211 29 20	7216 31 99		7228 20 19
7208 53 90	7211 90 11	7216 32 11	7222 11 11	7228 20 30
7208 54 10		7216 32 19	7222 11 19	7228 30 20
7208 54 90	7212 10 10	7216 32 91	7222 11 21	7228 30 41
7208 90 10	7212 10 91	7216 32 99	7222 11 29	7228 30 49
	7212 20 11	7216 33 10	7222 11 91	7228 30 61
7209 15 00	7212 30 11	7216 33 90	7222 11 99	7228 30 69
7209 16 10	7212 40 10	7216 40 10	7222 19 10	7228 30 70
7209 16 90	7212 40 91	7216 40 90	7222 19 90	7228 30 89
7209 17 10	7212 50 31	7216 50 10	7222 30 10	7228 60 10
7209 17 90	7212 50 51	7216 50 91	7222 40 10	7228 70 10
7209 18 10	7212 60 11	7216 50 99	7222 40 30	7228 70 31
7209 18 91	7212 60 91	7216 99 10		7228 80 10
7209 18 99			7225 11 00	7228 80 90
7209 25 00	7213 10 00	7219 11 00	7225 19 10	
7209 26 10	7213 20 00	7219 12 10	7225 19 90	7301 10 00

## ANNEXE II

## ROUMANIE

## Liste des produits soumis au double contrôle (1996)

7202 11 20	7209 26 90	7213 91 10	7219 12 90	7225 20 20
7202 11 80	7209 27 10	7213 91 20	7219 13 10	7225 30 00
7202 99 11	7209 27 90	7213 91 41	7219 13 90	7225 40 20
	7209 28 10	7213 91 49	7219 14 10	7225 40 50
7203 90 00	7209 28 90	7213 91 70	7219 14 90	7225 40 80
	7209 90 10	7213 91 90	7219 21 10	7225 50 00
7206 10 00		7213 99 10	7219 21 90	7225 91 10
7206 90 00	7210 11 10	7213 99 90	7219 22 10	7225 92 10
	7210 12 11		7219 22 90	7225 99 10
7208 10 00	7210 12 19	7214 20 00	7219 23 00	
7208 25 00	7210 20 10	7214 30 00	7219 24 00	7226 11 10
7208 26 00	7210 30 10	7214 91 10	7219 31 00	7226 19 10
7208 27 00	7210 41 10	7214 91 90	7219 32 10	7226 19 30
7208 36 00	7210 49 10	7214 99 10	7219 32 90	7226 20 20
7208 37 10	7210 50 10	7214 99 31	7219 33 10	7226 91 10
7208 37 90	7210 61 10	7214 99 39	7219 33 90	7226 91 90
7208 38 10	7210 69 10	7214 99 50	7219 34 10	7226 92 10
7208 38 90	7210 70 31	7214 99 61	7219 34 90	7226 93 20
7208 39 10	7210 70 39	7214 99 69	7219 35 10	7226 94 20
7208 39 90	7210 90 31	7214 99 80	7219 35 90	7226 99 20
7208 40 10	7210 90 33	7214 99 90	7219 90 10	
7208 40 90	7210 90 38			7227 10 00
7208 51 10		7215 90 10	7220 11 00	7227 20 00
7208 51 30	7211 13 00		7220 12 00	7227 90 10
7208 51 50	7211 14 10	7216 10 00	7220 20 10	7227 90 50
7208 51 91	7211 14 90	7216 21 00	7220 90 11	7227 90 95
7208 51 99	7211 19 20	7216 22 00	7220 90 31	
7208 52 10	7211 19 90	7216 31 11		7228 10 10
7208 52 91	7211 23 10	7216 31 19	7221 00 10	7228 10 30
7208 52 99	7211 23 51	7216 31 91	7221 00 90	7228 20 11
7208 53 10	7211 29 20	7216 31 99		7228 20 19
7208 53 90	7211 90 11	7216 32 11	7222 11 11	7228 20 30
7208 54 10		7216 32 19	7222 11 19	7228 30 20
7208 54 90	7212 10 10	7216 32 91	7222 11 21	7228 30 41
7208 90 10	7212 10 91	7216 32 99	7222 11 29	7228 30 49
	7212 20 11	7216 33 10	7222 11 91	7228 30 61
7209 15 00	7212 30 11	7216 33 90	7222 11 99	7228 30 69
7209 16 10	7212 40 10	7216 40 10	7222 19 10	7228 30 70
7209 16 90	7212 40 91	7216 40 90	7222 19 90	7228 30 89
7209 17 10	7212 50 31	7216 50 10	7222 30 10	7228 60 10
7209 17 90	7212 50 51	7216 50 91	7222 40 10	7228 70 10
7209 18 10	7212 60 11	7216 50 99	7222 40 30	7228 70 31
7209 18 91	7212 60 91	7216 99 10		7228 80 10
7209 18 99			7225 11 00	7228 80 90
7209 25 00	7213 10 00	7219 11 00	7225 19 10	
7209 26 10	7213 20 00	7219 12 10	7225 19 90	7301 10 00

## ANNEXE III

## SLOVAQUIE

## Liste des produits soumis au double contrôle (1996)

<i>Bobines laminées à chaud et décapées</i>	7211 19 20
7208 10 00	7211 19 90
7208 25 00	
7208 26 00	7212 60 91
7208 27 00	
7208 36 00	7220 11 00
7208 37 10	7220 12 00
7208 37 90	7220 90 31
7208 38 10	
7208 38 90	7226 19 10
7208 39 10	7226 20 20
7208 39 90	7226 91 10
	7226 91 90
	7226 93 20
7219 11 00	7226 94 20
7219 12 10	7226 99 20
7219 12 90	
7219 13 10	
7219 14 10	<i>Feuillards laminés à froid</i>
7219 14 90	7211 23 10
	7211 23 51
7225 19 10	7211 23 99
7225 20 20	7211 29 20
7225 30 00	7211 90 19
	7211 90 90
<i>Découpes</i>	7226 92 90
7208 40 10	7226 93 80
7208 40 90	7226 94 80
7208 51 10	7226 99 80
7208 51 99	
7208 52 10	<i>Tôles, bobines et bandes galvanisées à chaud</i>
7208 52 99	7210 11 90
7208 53 10	7210 41 90
7208 53 90	7210 61 10
7208 54 10	
7208 54 90	7212 30 90
7208 90 10	
7208 90 90	
<i>Tôles et bobines laminées à froid</i>	<i>Fer blanc en bobines, tôles et bandes</i>
7209 15 00	7210 12 11
7209 16 90	7210 70 31
7209 17 90	7210 70 39
7209 18 91	
7209 18 99	7212 10 99
7209 25 00	
7209 26 90	<i>Tôles, bobines et bandes, magnétiques à grains non orientés</i>
7209 27 90	<i>pour l'électronique</i>
7209 28 90	7209 17 10
7209 90 10	7209 27 10
7209 90 90	
	7211 23 91
<i>Feuillards laminés à chaud</i>	<i>Tubes sans soudure</i>
7211 14 10	Code NC 7304 complet
7211 14 90	



ANNEXE IV

1. <b>Exporter</b> ( <i>name, full address, country</i> )	ORIGINAL		2. <b>No.</b>
	3. <b>Year</b>		4. <b>Product group</b>
	<b>EXPORT LICENCE</b>  <b>(ECSC products)</b>		
5. <b>Consignee</b> ( <i>name, full address, country</i> )	6. <b>Country of origin</b>		7. <b>Country of destination</b>
	8. <b>Place and date of shipment – Means of transport</b>		
9. <b>Supplementary details</b>			
10. <b>Description of goods – Manufacturer</b>		11. <b>CN code</b>	12. <b>Quantity</b> ( <sup>1</sup> )
			13. <b>FOB Value</b> ( <sup>2</sup> )
14. <b>CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY</b>			
15. <b>Competent authority</b> ( <i>name, full address, country</i> )		At ....., on .....	
		..... (Signature)	..... (Stamp)

(1) Show net weight (kg) and also quantity in the unit prescribed where other than net weight.  
(2) In the currency of the sale contract.

**LICENCE D'EXPORTATION**  
**(Produits CECA)**

1. Exportateur (nom, adresse complète, pays)
2. Numéro
3. Année
4. Catégorie de produits
5. Destinataire (nom, adresse complète, pays)
6. Pays d'origine
7. Pays de destination
8. Lieu et date d'embarquement — Moyen de transport
9. Indications complémentaires
10. Description des marchandises — Fabricant
11. Code NC
12. Quantité <sup>(1)</sup>
13. Valeur fob <sup>(2)</sup>
14. DÉCLARATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE
15. Autorité compétente (nom, adresse complète, pays)

Fait à ....., le .....

(Signature)

(Cachet)

<sup>(1)</sup> Poids net en kilogrammes ou quantité dans l'unité prévue pour la catégorie si cette unité n'est pas le poids net.  
<sup>(2)</sup> En monnaie du contrat de vente.

(<sup>1</sup>) Show net weight (kg) and also quantity in the unit prescribed where other than net weight.  
 (<sup>2</sup>) In the currency of the sale contract.

<b>1. Exporter</b> <i>(name, full address, country)</i>	<b>COPY</b>	<b>2. No.</b>	
	<b>3. Year</b>	<b>4. Product group</b>	
<b>5. Consignee</b> <i>(name, full address, country)</i>	<b>EXPORT LICENCE</b>  <b>(ECSC products)</b>		
	<b>6. Country of origin</b>	<b>7. Country of destination</b>	
<b>8. Place and date of shipment – Means of transport</b>	<b>9. Supplementary details</b>		
<b>10. Description of goods – Manufacturer</b>	<b>11. CN code</b>	<b>12. Quantity</b> ( <sup>1</sup> )	<b>13. FOB Value</b> ( <sup>2</sup> )
<b>14. CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY</b>			
<b>15. Competent authority</b> <i>(name, full address, country)</i>	At ....., on .....  <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <span>..... (Signature)</span> <span>(Stamp)</span> </div>		



ANEXO V — BILAG V — ANHANG V — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ V — ANNEX V — ANNEXE V — ALLEGATO V — BIJLAGE V —  
ANEXO V — LIITE V — BILAGA V

LISTA DE LAS AUTORIDADES NACIONALES COMPETENTES  
LISTE OVER KOMPETENTE NATIONALE MYNDIGHEDER  
LISTE DER ZUSTÄNDIGEN BEHÖRDEN DER MITGLIEDSTAATEN  
ΔΙΕΥΘΥΝΣΕΙΣ ΤΩΝ ΑΡΧΩΝ ΕΚΔΟΣΗΣ ΑΔΕΙΩΝ ΤΩΝ ΚΡΑΤΩΝ ΜΕΛΩΝ  
LIST OF THE COMPETENT NATIONAL AUTHORITIES  
LISTE DES AUTORITÉS NATIONALES COMPÉTENTES  
ELENCO DELLE COMPETENTI AUTORITÀ NAZIONALI  
LIJST VAN BEVOEGDE NATIONALE INSTANTIES  
LISTA DAS AUTORIDADES NACIONAIS COMPETENTES  
LUETTELO TOIMIVALTAISISTA KANSALLISISTA VIRANOMAISISTA  
LISTA ÖVER KOMPETENTA NATIONELLA MYNDIGHETER

## BELGIQUE/BELGIË

Administration des relations économiques  
Quatrième division: mise en œuvre des politiques commerciales  
internationales — Services «Licences»  
Rue Général Leman 60  
B-1040 Bruxelles  
Télécopieur: (32 2) 230 83 22

Bestuur van de Economische Betrekkingen  
Vierde Afdeling: Toepassing van het Internationaal Handels-  
beleid — Dienst Vergunningen  
Generaal Lemanstraat 60  
B-1040 Brussel  
Fax: (32-2) 230 83 22

## DANMARK

Erhvervsfremme Styrelsen  
Søndergade 25  
DK-8600 Silkeborg  
Fax (45) 87 20 40 77

## DEUTSCHLAND

Bundesamt für Wirtschaft, Dienst 01  
Postfach 5171  
D-65762 Eschborn 1  
Fax: (49) (61 96) 40 42 12

## ΕΛΛΑΔΑ

Υπουργείο Εθνικής Οικονομίας  
Γενική Γραμματεία ΔΟΣ  
Διεύθυνση Διαδικασιών Εξωτερικού Εμπορίου  
Κορνάρου 1  
GR-105 63 Αθήνα  
Τέλεφαξ: (30-1) 328 60 29/328 60 59/328 60 39

## ESPAÑA

Ministerio de Comercio y Turismo  
Dirección General de Comercio Exterior  
Paseo de la Castellana, 162  
E-28046 Madrid  
Fax: (34 1) 563 18 23

## FRANCE

SE.TI.CE  
8, rue de la Tour-des-Dames  
F-75436 Paris Cedex 09  
Télécopieur: (33 1) 44 63 26 59

## IRELAND

Licensing Unit  
Department of Tourism and Trade  
Kildare Street  
IRL-Dublin 2  
Fax: (353 1) 676 61 54

## ITALIA

Ministero per il Commercio estero  
D.G. Import-export, Division V  
Viale Boston  
I-00144 Roma  
Fax: (39-6) 59 93 26 36/59 93 26 37

## LUXEMBOURG

Ministère des affaires étrangères  
Office des Licences  
Boîte postale 113  
L-2011 Luxembourg  
Télécopieur: (352) 46 61 38

## NEDERLAND

Centrale Dienst voor In- en Uitvoer  
Postbus 30.003, Engelse Kamp 2  
NL-9700 RD Groningen  
Fax: (31-50) 526 06 98

## ÖSTERREICH

Bundesministerium für wirtschaftliche Angelegenheiten  
Außenwirtschaftsadministration  
Landstrasser Hauptstraße 55—57  
A-1030 Wien  
Fax: (43-1) 715 83 47

## PORTUGAL

Direcção-Geral do Comércio  
Avenida da República, 79  
P-1000 Lisboa  
Telefax: (351-1) 793 22 10

## SVERIGE

Kommerskollegium  
Box 1209  
S-111 82 Stockholm  
Fax: +46 8 20 03 24

## SUOMI

Tullihallitus  
PL 512  
FIN-00101 Helsinki  
Fax: +358 0 614 2852

## UNITED KINGDOM

Department of Trade and Industry  
Import Licensing Branch  
Queensway House — West Precinct  
Billingham, Cleveland  
UK-TS23 2NF  
Fax (44 1642) 533 557

---

## ANNEXE VI

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

DOCUMENT DE SURVEILLANCE

Original pour le destinataire	1	<b>1. Destinataire</b> <i>(nom, adresse complète, pays et numéro de TVA)</i>	<b>2. Numéro de délivrance</b>
			<b>3. Lieu et date prévus pour l'importation</b>
			<b>4. Autorité compétente de délivrance</b> <i>(nom, adresse et téléphone)</i>
		<b>5. Déclarant/représentant</b> <i>(si applicable)</i> <i>(nom, adresse complète)</i>	<b>6. Pays d'origine</b> <i>(et numéro de géonomenclature)</i>
			<b>7. Pays de provenance</b> <i>(et numéro de géonomenclature)</i>
	1		<b>8. Dernier jour de validité</b>
	<b>9. Désignation des marchandises</b>		<b>10. Code des marchandises (NC) et catégorie</b>
			<b>11. Quantité exprimée en kg (masse nette) ou en unités supplémentaires</b>
<b>12. Valeur caf frontière CE en écus</b>			
<b>13. Mentions complémentaires</b>			
<b>14. Visa de l'autorité compétente</b>			
Date: .....			
Signature: .....                      Cachet			

<b>15. IMPUTATIONS</b> Indiquer dans la partie 1 de la colonne 17 la quantité disponible et dans la partie 2 la quantité indiquée			
<b>16. Quantité nette</b> (masse nette ou autre unité de mesure avec indication de l'unité)		<b>19. Document douanier</b> (modèle et numéro) ou <b>numéro d'extrait et date d'imputation</b>	<b>20. Nom, État membre, signature et cachet de l'autorité d'imputation</b>
<b>17. En chiffres</b>	<b>18. En lettres pour la quantité imputée</b>		
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			

Fixer ici la rallonge éventuelle.



## COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

## DOCUMENT DE SURVEILLANCE

Exemplaire pour l'autorité compétente	<b>2</b>	<b>1. Destinataire</b> <i>(nom, adresse complète, pays et numéro de TVA)</i>	<b>2. Numéro de délivrance</b>	
	<b>2</b>		<b>3. Lieu et date prévus pour l'importation</b>	
			<b>4. Autorité compétente de délivrance</b> <i>(nom, adresse et téléphone)</i>	
			<b>5. Déclarant/représentant</b> <i>(si applicable)</i> <i>(nom, adresse complète)</i>	<b>6. Pays d'origine</b> <i>(et numéro de géonomenclature)</i>
		<b>7. Pays de provenance</b> <i>(et numéro de géonomenclature)</i>		
			<b>8. Dernier jour de validité</b>	
	<b>9. Désignation des marchandises</b>		<b>10. Code des marchandises (NC) et catégorie</b>	
			<b>11. Quantité exprimée en kg (masse nette) ou en unités supplémentaires</b>	
<b>12. Valeur caf frontière CE en écus</b>				
<b>13. Mentions complémentaires</b>				
<b>14. Visa de l'autorité compétente</b>				
<p>Date: .....</p> <p>Signature: ..... Cachet</p>				

<b>15. IMPUTATIONS</b> Indiquer dans la partie 1 de la colonne 17 la quantité disponible et dans la partie 2 la quantité indiquée			
<b>16. Quantité nette</b> (masse nette ou autre unité de mesure avec indication de l'unité)		<b>19. Document douanier</b> (modèle et numéro) ou <b>numéro d'extrait et date d'imputation</b>	<b>20. Nom, État membre, signature et cachet de l'autorité d'imputation</b>
<b>17. En chiffres</b>	<b>18. En lettres pour la quantité imputée</b>		
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			

Fixer ici la rallonge éventuelle.

## DÉCISION N° 3055/95/CECA DE LA COMMISSION

du 24 décembre 1995

concernant l'exportation de certains produits sidérurgiques CECA de la république de Bulgarie vers la Communauté européenne du charbon et de l'acier

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, et notamment son article 95, paragraphe 1,

considérant que l'accord intérimaire pour le commerce et les mesures d'accompagnement conclu entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la république de Bulgarie, d'autre part <sup>(1)</sup>, (ci-après dénommé «accord intérimaire»), est entré en vigueur le 31 décembre 1993;

considérant que, à la suite de l'entrée en vigueur de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la république de Bulgarie, d'autre part <sup>(2)</sup>, l'accord européen remplace l'accord intérimaire;

considérant que l'évolution des importations de certains produits sidérurgiques de la république de Bulgarie dans la Communauté a été analysée de façon approfondie et que les parties sont convenues, au vu des informations qui leur ont été fournies, que l'instauration d'un système de double contrôle, sans limite quantitative, pour les importations dans la Communauté de certains produits sidérurgiques relevant du traité CECA pendant une période initiale allant du 1<sup>er</sup> mars au 31 décembre 1995 est une solution acceptable pour les deux parties;

après consultation du comité consultatif et avec l'approbation unanime du Conseil,

DÉCIDE:

*Article premier*

1. Les dispositions de la recommandation n° 3118/94/CECA<sup>(3)</sup> de la Commission instaurant un système de surveillance communautaire préalable des importations de certains produits CECA en 1995 s'appliquent aux importations dans la Communauté des produits originaires de république de Bulgarie énumérés à l'annexe I.

2. Pendant la période allant du 1<sup>er</sup> mars au 31 décembre 1995, l'importation dans la Communauté des produits sidérurgiques relevant du traité CECA originaires de république de Bulgarie qui sont énumérés à l'annexe I est en outre subordonnée à la délivrance d'une licence d'exportation par les autorités bulgares compétentes.

3. La licence d'exportation ne sera pas requise pour les marchandises expédiées avant le 1<sup>er</sup> mars 1995. L'expédition est censée avoir eu lieu à la date de chargement de l'avion, du véhicule ou du navire avec lequel l'exportation a été effectuée.

4. La licence d'exportation sera établie selon le modèle reproduit dans l'annexe II. Elle sera valable pour les exportations à destination de l'ensemble du territoire douanier de la Communauté.

*Article 2*

Les États membres fournissent à la Commission, pour envoi aux autorités bulgares, des statistiques précises sur les autorisations d'importation délivrées par les États membres pour les produits énumérés à l'annexe I. Ces informations seront fournies par les États membres dans les trois semaines suivant le mois auquel elles se rapportent.

*Article 3*

Les notifications prévues par les présentes dispositions doivent être adressées:

- pour la Communauté, à la Commission des Communautés européennes (DG I/D/2 et DG III/C/2),
- pour la république de Bulgarie, à la mission bulgare auprès des Communautés européennes et au ministère bulgare du commerce.

*Article 4*

La décision entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Elle est applicable à partir du 1<sup>er</sup> mars 1995.

<sup>(1)</sup> JO n° L 323 du 23. 12. 1993, p. 2.

<sup>(2)</sup> JO n° L 358 du 31. 12. 1994, p. 3.

<sup>(3)</sup> JO n° L 330 du 21. 12. 1994, p. 6.

La présente décision est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 décembre 1995.

*Par la Commission*

Leon BRITTAN

*Vice-président*

---

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I —  
ANEXO I — LIITE I — BILAGA I

7201 10 11	7208 32 59	7210 60 19	7216 31 19	7222 10 39
7201 10 19	7208 32 91	7210 70 31	7216 31 91	7222 10 81
7201 10 30	7208 32 99	7210 70 39	7216 31 99	7222 10 89
7201 10 90	7208 33 10	7210 90 31	7216 32 11	7222 30 10
7201 20 00	7208 33 91	7210 90 33	7216 32 19	7222 40 11
7201 30 10	7208 33 99	7210 90 35	7216 32 91	7222 40 19
7201 30 90	7208 34 10	7210 90 39	7216 32 99	7222 40 30
7201 40 00	7208 34 90		7216 33 10	
	7208 35 10	7211 11 00	7216 33 90	7224 10 00
7202 11 20	7208 35 90	7211 12 10	7216 40 10	7224 90 01
7202 11 80	7208 41 00	7211 12 90	7216 40 90	7224 90 05
7202 99 11	7208 42 10	7211 19 10	7216 50 10	7224 90 08
	7208 42 30	7211 19 91	7216 50 91	7224 90 15
7203 90 00	7208 42 51	7211 19 99	7216 50 99	7224 90 31
	7208 42 59	7211 21 00	7216 90 10	7224 90 39
7204 50 10	7208 42 91	7211 22 10		
7204 50 90	7208 42 99	7211 22 90	7218 10 00	7225 10 10
	7208 43 10	7211 29 10	7218 90 11	7225 10 91
7206 10 00	7208 43 91	7211 29 91	7218 90 13	7225 10 99
7206 90 00	7208 43 99	7211 29 99	7218 90 15	7225 20 20
	7208 44 10	7211 30 10	7218 90 19	7225 30 00
7207 11 11	7208 44 90	7211 41 10	7218 90 50	7225 40 10
7207 11 14	7208 45 10	7211 41 91		7225 40 30
7207 11 16	7208 45 90	7211 49 10	7219 11 10	7225 40 50
7207 12 10	7208 90 10	7211 90 11	7219 11 90	7225 40 70
7207 19 11			7219 12 10	7225 40 90
7207 19 14	7209 11 00	7212 10 10	7219 12 90	7225 50 10
7207 19 16	7209 12 10	7212 10 91	7219 13 10	7225 50 90
7207 19 31	7209 12 90	7212 21 11	7219 13 90	7225 90 10
7207 20 11	7209 13 10	7212 29 11	7219 14 10	
7207 20 15	7209 13 90	7212 30 11	7219 14 90	7226 10 10
7207 20 17	7209 14 10	7212 40 10	7219 21 11	7226 10 30
7207 20 32	7209 14 90	7212 40 91	7219 21 19	7226 20 20
7207 20 51	7209 21 00	7212 50 31	7219 21 90	7226 91 10
7207 20 55	7209 22 10	7212 50 51	7219 22 10	7226 91 90
7207 20 57	7209 22 90	7212 60 11	7219 22 90	7226 92 10
7207 20 71	7209 23 10	7212 60 91	7219 23 10	7226 99 20
	7209 23 90		7219 23 90	
7208 11 00	7209 24 10	7213 10 00	7219 24 10	7227 10 00
7208 12 10	7209 24 91	7213 20 00	7219 24 90	7227 20 00
7208 12 91	7209 24 99	7213 31 10	7219 31 10	7227 90 10
7208 12 95	7209 31 00	7213 31 90	7219 31 90	7227 90 30
7208 12 98	7209 32 10	7213 39 10	7219 32 10	7227 90 50
7208 13 10	7209 32 90	7213 39 90	7219 32 90	7227 90 70
7208 13 91	7209 33 10	7213 41 00	7219 33 10	
7208 13 95	7209 33 90	7213 49 00	7219 33 90	7228 10 10
7208 13 98	7209 34 10	7213 50 10	7219 34 10	7228 10 30
7208 14 10	7209 34 90	7213 50 90	7219 34 90	7228 20 11
7208 14 91	7209 41 00		7219 35 10	7228 20 19
7208 14 99	7209 42 10	7214 20 00	7219 35 90	7228 20 30
7208 21 10	7209 42 90	7214 30 00	7219 90 11	7228 30 20
7208 21 90	7209 43 10	7214 40 10	7219 90 19	7228 30 40
7208 22 10	7209 43 90	7214 40 31		7228 30 61
7208 22 91	7209 44 10	7214 40 39	7220 11 00	7228 30 69
7208 22 95	7209 44 90	7214 40 90	7220 12 00	7228 30 70
7208 22 98	7209 90 10	7214 50 10	7220 20 10	7228 30 89
7208 23 10		7214 50 31	7220 90 11	7228 60 10
7208 23 91	7210 11 10	7214 50 39	7220 90 31	7228 70 10
7208 23 95	7210 12 11	7214 50 90		7228 70 31
7208 23 98	7210 12 19	7214 60 00	7221 00 10	7228 80 10
7208 24 10	7210 20 10		7221 00 90	7228 80 90
7208 24 91	7210 31 10	7215 90 10		
7208 24 99	7210 39 10		7222 10 11	7301 10 00
7208 31 00	7210 41 10	7216 10 00	7222 10 19	
7208 32 10	7210 49 10	7216 21 00	7222 10 21	
7208 32 30	7210 50 10	7216 22 00	7222 10 29	
7208 32 51	7210 60 11	7216 31 11	7222 10 31	



ANNEXE II a

(<sup>1</sup>) Show net weight (kg) and also quantity in the unit prescribed where other than net weight.  
 (<sup>2</sup>) In the currency of the sale contract.

<b>1. Exporter</b> (name, full address, country)	<b>ORIGINAL</b>	<b>2. No.</b>	
	<b>3. Year</b>	<b>4. Product group</b>	
<b>5. Consignee</b> (name, full address, country)	<b>EXPORT LICENCE</b>  (ECSC products)		
	<b>6. Country of origin</b>	<b>7. Country of destination</b>	
<b>8. Place and date of shipment – Means of transport</b>	<b>9. Supplementary details</b>		
<b>10. Description of goods – Manufacturer</b>	<b>11. CN code</b>	<b>12. Quantity</b> ( <sup>1</sup> )	<b>13. FOB Value</b> ( <sup>2</sup> )
<b>14. CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY</b>			
<b>15. Competent authority</b> (name, full address, country)	At ....., on .....		
	..... (Signature)	..... (Stamp)	

## LICENCE D'EXPORTATION

(Produits CECA)

1. Exportateur (nom, adresse complète, pays)
2. Numéro
3. Année
4. Catégorie de produits
5. Destinataire (nom, adresse complète, pays)
6. Pays d'origine
7. Pays de destination
8. Lieu et date d'embarquement — Moyen de transport
9. Indications complémentaires
10. Description des marchandises — Fabricant
11. Code NC
12. Quantité <sup>(1)</sup>
13. Valeur fob <sup>(2)</sup>
14. DÉCLARATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE
15. Autorité compétente (nom, adresse complète, pays)

Fait à ....., le .....

(Signature)

(Cachet)

<sup>(1)</sup> Poids net en kilogrammes ou quantité dans l'unité prévue pour la catégorie si cette unité n'est pas le poids net.  
<sup>(2)</sup> En monnaie du contrat de vente.



(<sup>1</sup>) Show net weight (kg) and also quantity in the unit prescribed where other than net weight.  
 (<sup>2</sup>) In the currency of the sale contract.

<b>1. Exporter</b> <i>(name, full address, country)</i>	<b>COPY</b>	<b>2. No.</b>	
	<b>3. Year</b>	<b>4. Product group</b>	
<b>5. Consignee</b> <i>(name, full address, country)</i>	<b>EXPORT LICENCE</b>  <b>(ECSC products)</b>		
	<b>6. Country of origin</b>	<b>7. Country of destination</b>	
<b>8. Place and date of shipment – Means of transport</b>	<b>9. Supplementary details</b>		
<b>10. Description of goods – Manufacturer</b>	<b>11. CN code</b>	<b>12. Quantity</b> ( <sup>1</sup> )	<b>13. FOB Value</b> ( <sup>2</sup> )
<b>14. CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY</b>			
<b>15. Competent authority</b> <i>(name, full address, country)</i>	At ..... on .....  ..... <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <span>(Signature)</span> <span>(Stamp)</span> </div>		



## ANNEXE II b

## RÉPUBLIQUE DE BULGARIE

## ANNEXE TECHNIQUE POUR LE SYSTÈME DE DOUBLE CONTRÔLE

1. Les licences d'exportation mesurent 210 mm × 297 mm. Le papier utilisé doit être du papier blanc à lettre encollé ne contenant pas de pâte mécanique et pesant au minimum 25 grammes par mètre carré. Elles sont établies en anglais. Si elles sont établies à la main, elles doivent être remplies à l'encre et en caractères d'imprimerie. Les licences d'exportation peuvent comporter des copies supplémentaires dûment désignées comme telles. Lorsqu'elles comportent plusieurs copies, le premier feuillet est seul à constituer l'original. Ce feuillet est revêtu clairement de la mention «original» et les autres copies de la mention «copie». Les autorités communautaires compétentes n'acceptent que l'original pour contrôler l'exportation vers la Communauté conformément aux dispositions du système de double contrôle.
2. Chaque document est revêtu d'un numéro de série standard imprimé ou non destiné à l'individualiser. Ce numéro est composé des éléments suivants:
  - deux lettres identifiant le pays exportateur comme suit: BG,
  - deux lettres identifiant l'État membre prévu pour le dédouanement comme suit:
    - BE — Belgique
    - DE — Allemagne
    - DK — Danemark
    - EL — Grèce
    - ES — Espagne
    - FR — France
    - IT — Italie
    - IE — Irlande
    - LU — Luxembourg
    - NL — Pays-Bas
    - AT — Autriche
    - PT — Portugal
    - FI — Finlande
    - SE — Suède
    - GB — Royaume-Uni,
  - un numéro indiquant l'année correspondant au dernier chiffre du millésime, par exemple 5 pour 1995,
  - des numéros allant de 01 à 99 identifiant le bureau de licence du pays exportateur,
  - des numéros de cinq chiffres allant de 00001 à 99999 alloués à l'État membre prévu pour le dédouanement.
3. Les licences d'exportation sont valables pour quatre mois à compter de la date de leur délivrance. Elles peuvent être renouvelées ou prorogées.
4. Chaque licence d'exportation peut être utilisée pour un ou plusieurs envois des produits en cause.
5. Les licences d'exportation peuvent être délivrées après l'expédition des produits auxquels elles se rapportent. En pareil cas, elles doivent être revêtues de la mention «délivrée *a posteriori*».
6. En cas de vol, de perte ou de destruction d'une licence d'exportation, l'exportateur peut réclamer à l'autorité gouvernementale compétente qui l'a délivrée un duplicata établi sur la base des documents d'exportation qui sont en sa possession. Le duplicata ainsi délivré doit être revêtu de la mention «duplicata». Il doit reproduire la date de la licence d'exportation.

- 
7. Les autorités communautaires compétentes sont informées sans délai du retrait ou de la modification d'une licence d'exportation et, le cas échéant, des raisons du retrait ou de la modification.
  8. La république de Bulgarie entend indiquer la classification des produits (produits de premier ou second choix ou produits ne répondant pas aux normes) dans la case 10 de la licence d'exportation.
-

## II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

## CONSEIL

## DÉCISION N° 2/95 DU CONSEIL D'ASSOCIATION

entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la république de Bulgarie, d'autre part

du 22 décembre 1995

concernant l'exportation de certains produits sidérurgiques CECA de la république de Bulgarie vers la Communauté

(95/572/CECA)

LE CONSEIL D'ASSOCIATION,

considérant que le groupe de contact visé à l'article 11 du protocole 2 de l'accord intérimaire pour le commerce et les mesures d'accompagnement conclu entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier (ci-après dénommées «la Communauté»), d'une part, et la république de Bulgarie, d'autre part <sup>(1)</sup> (ci-après dénommé «accord intérimaire»), qui est entré en vigueur le 31 décembre 1993, s'est réuni le 25 janvier 1995 pour discuter de l'évolution des importations de produits CECA de la république de Bulgarie dans la Communauté et a constaté qu'il était nécessaire de trouver des solutions appropriées dans le cadre de l'article 28 paragraphe 1 de l'accord intérimaire afin de ne pas mettre en danger les objectifs de l'accord intérimaire;

considérant que, en raison des difficultés que peuvent provoquer ces importations, le groupe de contact a décidé de renvoyer la question à la commission mixte visée à l'article 39 de l'accord intérimaire;

considérant que, à la suite de l'entrée en vigueur de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la république de Bulgarie, d'autre part <sup>(2)</sup>, l'accord européen remplace l'accord intérimaire; que le

Conseil d'association institué par l'accord européen est désormais responsable de la prise de décision et a donc été saisi de la présente mesure;

considérant que les parties sont désireuses de promouvoir le développement ordonné et équitable des échanges d'acier entre la Communauté et la république de Bulgarie;

considérant que le Conseil d'association, au vu de toutes les informations utiles qui lui ont été fournies, a estimé que l'instauration, pour une période initiale du 1<sup>er</sup> mars au 31 décembre 1995, d'un système de double contrôle, sans limites quantitatives, pour les importations de certains produits sidérurgiques relevant du traité CECA dans la Communauté est une solution acceptable pour les deux parties,

DÉCIDE:

*Article premier*

1. La Communauté continue à appliquer en 1995 le système de surveillance communautaire préalable des importations de certains produits CECA établi par la recommandation n° 3118/94/CECA de la Commission <sup>(3)</sup> aux importations dans la Communauté des produits originaires de république de Bulgarie énumérés à l'annexe I.

<sup>(1)</sup> JO n° L 323 du 23. 12. 1993, p. 2. Accord modifié en dernier lieu par l'échange de lettres (JO n° L 178 du 12. 7. 1994, p. 71).

<sup>(2)</sup> JO n° L 358 du 31. 12. 1994, p. 3.

<sup>(3)</sup> JO n° L 330 du 21. 12. 1994, p. 6.

2. Pendant la période du 1<sup>er</sup> mars au 31 décembre 1995, l'importation dans la Communauté des produits sidérurgiques relevant du traité CECA originaires de république de Bulgarie et qui sont énumérés à l'annexe I est, en outre, subordonnée à la délivrance d'une licence d'exportation par les autorités bulgares compétentes.

3. La licence d'exportation ne sera pas requise pour les marchandises expédiées avant le 1<sup>er</sup> mars 1995. L'expédition est censée avoir eu lieu à la date du chargement de l'avion, du véhicule ou du navire avec lequel l'exportation a été effectuée.

4. La licence d'exportation sera établie selon le modèle reproduit à l'annexe II. Elle sera valable pour les exportations à destination de l'ensemble du territoire douanier de la Communauté.

5. La république de Bulgarie notifie à la Commission les noms et adresses des autorités bulgares autorisées à délivrer et contrôler les licences d'exportation et lui fait parvenir un modèle des sceaux et signatures qu'ils utilisent. La république de Bulgarie informera également la Commission de toutes les modifications qui y seront apportées.

#### Article 2

1. La république de Bulgarie s'engage à fournir à la Communauté des statistiques précises sur les licences d'exportation délivrées par les autorités bulgares conformément à l'article 1<sup>er</sup>. Les chiffres seront transmis à la Communauté à la fin de la période suivant le mois auquel ils se rapportent.

2. La Communauté s'engage à fournir aux autorités bulgares des statistiques précises sur les licences d'importation délivrées par les États membres pour les produits énumérés à l'annexe I. Ces chiffres seront transmis aux autorités bulgares à la fin de la période suivant le mois auquel ils se rapportent.

#### Article 3

Pour autant que de besoin, les parties se consulteront rapidement sur tous les problèmes posés par la mise en œuvre de la présente décision. Elles aborderont ces consultations dans un esprit de coopération et avec la ferme volonté de régler le différend qui les oppose.

#### Article 4

Les notifications prévues par les présentes dispositions doivent être adressées:

- pour la Communauté, à la Commission des Communautés européennes (DG I/D/2 et DG III/C/2),
- pour la république de Bulgarie, à la mission bulgare auprès des Communautés européennes et au ministère bulgare du commerce et de la coopération économique extérieure.

#### Article 5

La Communauté et la république de Bulgarie sont tenues de prendre les mesures que comporte l'exécution de la présente décision.

#### Article 6

La présente décision entre en vigueur à la date de sa signature.

Elle est applicable à partir du 1<sup>er</sup> mars 1995.

Fait à Bruxelles, le 22 décembre 1995.

*Par le Conseil d'association*

*Le président*

L. ATIENZA SERNA

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I —  
ANEXO I — LIITE I — BILAGA I

7201 10 11	7208 32 59	7210 60 19	7216 31 19	7222 10 39
7201 10 19	7208 32 91	7210 70 31	7216 31 91	7222 10 81
7201 10 30	7208 32 99	7210 70 39	7216 31 99	7222 10 89
7201 10 90	7208 33 10	7210 90 31	7216 32 11	7222 30 10
7201 20 00	7208 33 91	7210 90 33	7216 32 19	7222 40 11
7201 30 10	7208 33 99	7210 90 35	7216 32 91	7222 40 19
7201 30 90	7208 34 10	7210 90 39	7216 32 99	7222 40 30
7201 40 00	7208 34 90		7216 33 10	
	7208 35 10	7211 11 00	7216 33 90	7224 10 00
7202 11 20	7208 35 90	7211 12 10	7216 40 10	7224 90 01
7202 11 80	7208 41 00	7211 12 90	7216 40 90	7224 90 05
7202 99 11	7208 42 10	7211 19 10	7216 50 10	7224 90 08
	7208 42 30	7211 19 91	7216 50 91	7224 90 15
7203 90 00	7208 42 51	7211 19 99	7216 50 99	7224 90 31
	7208 42 59	7211 21 00	7216 90 10	7224 90 39
7204 50 10	7208 42 91	7211 22 10		
7204 50 90	7208 42 99	7211 22 90	7218 10 00	7225 10 10
	7208 43 10	7211 29 10	7218 90 11	7225 10 91
7206 10 00	7208 43 91	7211 29 91	7218 90 13	7225 10 99
7206 90 00	7208 43 99	7211 29 99	7218 90 15	7225 20 20
	7208 44 10	7211 30 10	7218 90 19	7225 30 00
7207 11 11	7208 44 90	7211 41 10	7218 90 50	7225 40 10
7207 11 14	7208 45 10	7211 41 91		7225 40 30
7207 11 16	7208 45 90	7211 49 10	7219 11 10	7225 40 50
7207 12 10	7208 90 10	7211 90 11	7219 11 90	7225 40 70
7207 19 11			7219 12 10	7225 40 90
7207 19 14	7209 11 00	7212 10 10	7219 12 90	7225 50 10
7207 19 16	7209 12 10	7212 10 91	7219 13 10	7225 50 90
7207 19 31	7209 12 90	7212 21 11	7219 13 90	7225 90 10
7207 20 11	7209 13 10	7212 29 11	7219 14 10	
7207 20 15	7209 13 90	7212 30 11	7219 14 90	7226 10 10
7207 20 17	7209 14 10	7212 40 10	7219 21 11	7226 10 30
7207 20 32	7209 14 90	7212 40 91	7219 21 19	7226 20 20
7207 20 51	7209 21 00	7212 50 31	7219 21 90	7226 91 10
7207 20 55	7209 22 10	7212 50 51	7219 22 10	7226 91 90
7207 20 57	7209 22 90	7212 60 11	7219 22 90	7226 92 10
7207 20 71	7209 23 10	7212 60 91	7219 23 10	7226 99 20
	7209 23 90		7219 23 90	
7208 11 00	7209 24 10	7213 10 00	7219 24 10	7227 10 00
7208 12 10	7209 24 91	7213 20 00	7219 24 90	7227 20 00
7208 12 91	7209 24 99	7213 31 10	7219 31 10	7227 90 10
7208 12 95	7209 31 00	7213 31 90	7219 31 90	7227 90 30
7208 12 98	7209 32 10	7213 39 10	7219 32 10	7227 90 50
7208 13 10	7209 32 90	7213 39 90	7219 32 90	7227 90 70
7208 13 91	7209 33 10	7213 41 00	7219 33 10	
7208 13 95	7209 33 90	7213 49 00	7219 33 90	7228 10 10
7208 13 98	7209 34 10	7213 50 10	7219 34 10	7228 10 30
7208 14 10	7209 34 90	7213 50 90	7219 34 90	7228 20 11
7208 14 91	7209 41 00		7219 35 10	7228 20 19
7208 14 99	7209 42 10	7214 20 00	7219 35 90	7228 20 30
7208 21 10	7209 42 90	7214 30 00	7219 90 11	7228 30 20
7208 21 90	7209 43 10	7214 40 10	7219 90 19	7228 30 40
7208 22 10	7209 43 90	7214 40 31		7228 30 61
7208 22 91	7209 44 10	7214 40 39	7220 11 00	7228 30 69
7208 22 95	7209 44 90	7214 40 90	7220 12 00	7228 30 70
7208 22 98	7209 90 10	7214 50 10	7220 20 10	7228 30 89
7208 23 10		7214 50 31	7220 90 11	7228 60 10
7208 23 91	7210 11 10	7214 50 39	7220 90 31	7228 70 10
7208 23 95	7210 12 11	7214 50 90		7228 70 31
7208 23 98	7210 12 19	7214 60 00	7221 00 10	7228 80 10
7208 24 10	7210 20 10		7221 00 90	7228 80 90
7208 24 91	7210 31 10	7215 90 10		
7208 24 99	7210 39 10		7222 10 11	7301 10 00
7208 31 00	7210 41 10	7216 10 00	7222 10 19	
7208 32 10	7210 49 10	7216 21 00	7222 10 21	
7208 32 30	7210 50 10	7216 22 00	7222 10 29	
7208 32 51	7210 60 11	7216 31 11	7222 10 31	





ANNEXE II a

(<sup>1</sup>) Show net weight (kg) and also quantity in the unit prescribed where other than net weight.  
 (<sup>2</sup>) In the currency of the sale contract.

1. <b>Exporter</b> (name, full address, country)	<b>ORIGINAL</b>		2. <b>No.</b>
	3. <b>Year</b>		4. <b>Product group</b>
	<b>EXPORT LICENCE</b>  <b>(ECSC products)</b>		
5. <b>Consignee</b> (name, full address, country)	6. <b>Country of origin</b>		7. <b>Country of destination</b>
	8. <b>Place and date of shipment – Means of transport</b>		
9. <b>Supplementary details</b>			
10. <b>Description of goods – Manufacturer</b>		11. <b>CN code</b>	12. <b>Quantity</b> ( <sup>1</sup> )
			13. <b>FOB Value</b> ( <sup>2</sup> )
14. <b>CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY</b>			
15. <b>Competent authority</b> (name, full address, country)		At ....., on .....	
		..... (Signature)	..... (Stamp)

## LICENCE D'EXPORTATION

(Produits CECA)

1. Exportateur (nom, adresse complète, pays)
2. Numéro
3. Année
4. Catégorie de produits
5. Destinataire (nom, adresse complète, pays)
6. Pays d'origine
7. Pays de destination
8. Lieu et date d'embarquement — Moyen de transport
9. Indications complémentaires
10. Description des marchandises — Fabricant
11. Code NC
12. Quantité <sup>(1)</sup>
13. Valeur fob <sup>(2)</sup>
14. DÉCLARATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE
15. Autorité compétente (nom, adresse complète, pays)

Fait à ....., le .....

(Signature)

(Cachet)

<sup>(1)</sup> Poids net en kilogrammes ou quantité dans l'unité prévue pour la catégorie si cette unité n'est pas le poids net.  
<sup>(2)</sup> En monnaie du contrat de vente.

(1) Show net weight (kg) and also quantity in the unit prescribed where other than net weight.  
 (2) In the currency of the sale contract.

1. <b>Exporter</b> ( <i>name, full address, country</i> )	COPY		2. <b>No.</b>
	3. <b>Year</b>		4. <b>Product group</b>
5. <b>Consignee</b> ( <i>name, full address, country</i> )	<b>EXPORT LICENCE</b>  (ECSC products)		
	6. <b>Country of origin</b>		7. <b>Country of destination</b>
8. <b>Place and date of shipment – Means of transport</b>	9. <b>Supplementary details</b>		
10. <b>Description of goods – Manufacturer</b>	11. <b>CN code</b>	12. <b>Quantity</b> (1)	13. <b>FOB Value</b> (2)
14. <b>CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY</b>			
15. <b>Competent authority</b> ( <i>name, full address, country</i> )	At ....., on .....		
	..... (Signature)		..... (Stamp)



## ANNEXE II b

## RÉPUBLIQUE DE BULGARIE

## ANNEXE TECHNIQUE POUR LE SYSTÈME DE DOUBLE CONTRÔLE

1. Les licences d'exportation mesurent 210 mm × 297 mm. Le papier utilisé doit être du papier blanc à lettre encollé ne contenant pas de pâte mécanique et pesant au minimum 25 grammes par mètre carré. Elles sont établies en anglais. Si elles sont établies à la main, elles doivent être remplies à l'encre et en caractère d'imprimerie. Les licences d'exportation peuvent comporter des copies supplémentaires dûment désignées comme telles. Lorsqu'elles comportent plusieurs copies, le premier feuillet est seul à constituer l'original. Ce feuillet est revêtu clairement de la mention «original» et les autres copies de la mention «copie». Les autorités communautaires compétentes n'acceptent que l'original pour contrôler l'exportation vers la Communauté conformément aux dispositions du système de double contrôle.
2. Chaque document est revêtu d'un numéro de série standard imprimé ou non destiné à l'individualiser. Ce numéro est composé des éléments suivants:
  - deux lettres identifiant le pays exportateur comme suit: BG,
  - deux lettres identifiant l'État membre prévu pour le dédouanement comme suit:
    - BE — Belgique
    - DK — Danemark
    - DE — Allemagne
    - EL — Grèce
    - ES — Espagne
    - FR — France
    - IE — Irlande
    - IT — Italie
    - LU — Luxembourg
    - NL — Pays-Bas
    - AT — Autriche
    - PT — Portugal
    - FI — Finlande
    - SE — Suède
    - GB — Royaume-Uni,
  - un numéro indiquant l'année correspondant au dernier chiffre du millésime, par exemple 5 pour 1995,
  - des numéros allant de 01 à 99 identifiant le bureau de licence du pays exportateur,
  - des numéros de cinq chiffres allant de 00001 à 99999 alloués à l'État membre prévu pour le dédouanement.
3. Les licences d'exportation sont valables pendant quatre mois à compter de la date de leur délivrance. Elles peuvent être renouvelées ou prorogées.
4. Chaque licence d'exportation peut être utilisée pour un ou plusieurs envois des produits en cause.
5. Les licences d'exportation peuvent être délivrées après l'expédition des produits auxquels elles se rapportent. En pareil cas, elles doivent être revêtues de la mention «délivrée *a posteriori*».
6. En cas de vol, de perte ou de destruction d'une licence d'exportation, l'exportateur peut réclamer à l'autorité gouvernementale compétente qui l'a délivrée un duplicata établi sur la base des documents d'exportation qui sont en sa possession. Le duplicata ainsi délivré doit être revêtu de la mention «duplicata». Il doit reproduire la date de la licence d'exportation.

- 
7. Les autorités communautaires compétentes sont informées sans délai du retrait ou de la modification d'une licence d'exportation et, le cas échéant, des raisons d'une telle action.
  8. La république de Bulgarie entend indiquer la classification des produits (produits de premier ou second choix ou produits ne répondant pas aux normes) dans la case 10 de la licence d'exportation.
-

## DÉCISION N° 3/95 DU CONSEIL D'ASSOCIATION

entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la république de Bulgarie, d'autre part

du 20 décembre 1995

concernant l'exportation de certains produits sidérurgiques CECA de la Bulgarie vers la Communauté

(95/573/CECA)

LE CONSEIL D'ASSOCIATION,

DÉCIDE:

considérant que le groupe de contact visé à l'article 11 du protocole 2 de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la république de Bulgarie, d'autre part <sup>(1)</sup>, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1995, s'est réuni le 30 octobre 1995 pour examiner l'évolution des importations des produits CECA de la Bulgarie dans la Communauté et a reconnu la nécessité d'une procédure administrative destinée à permettre une information rapide sur l'évolution des courants d'échanges afin d'assurer que la réalisation des objectifs de l'accord n'est pas compromise;

considérant qu'une telle procédure administrative contribuerait à accroître la transparence et à éviter d'éventuels détournements de trafic;

considérant que le groupe de contact est dès lors convenu de recommander au Conseil d'association institué par l'article 105 de l'accord que le système de double contrôle introduit en 1995 par la décision n° 2/95 <sup>(2)</sup> du Conseil d'association soit prorogé pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996;

considérant que les parties sont désireuses de promouvoir le développement ordonné et équitable des échanges d'acier entre la Communauté et la Bulgarie;

considérant que le Conseil d'association, au vu de toutes les informations utiles qui lui ont été fournies, a estimé que la solution acceptable pour les deux parties et la moins susceptible de perturber le bon fonctionnement de l'accord consiste à proroger, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996, le système de double contrôle, sans limites quantitatives, des importations dans la Communauté de certains produits sidérurgiques relevant du traité CECA,

*Article premier*

1. Pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996, l'importation dans la Communauté des produits sidérurgiques originaires de Bulgarie qui sont énumérés à l'annexe I est subordonnée à la présentation d'un document d'importation conforme au modèle reproduit à l'annexe II; délivré par les autorités communautaires.

2. Le classement des produits visés par la présente décision se fonde sur la nomenclature tarifaire et statistique de la Communauté, ci-après dénommée «nomenclature combinée» ou, dans sa forme abrégée, «NC». L'origine de ces produits est déterminée conformément aux règles en vigueur dans la Communauté.

3. Pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996, l'importation dans la Communauté des produits sidérurgiques originaires de Bulgarie qui sont énumérés à l'annexe I est en outre subordonnée à la délivrance d'un document d'exportation par les autorités bulgares compétentes. L'importateur est tenu de présenter l'original du document d'exportation au plus tard le 31 mars de l'année suivant celle de l'expédition des marchandises couvertes par le document. L'expédition est considérée comme ayant eu lieu à la date de chargement sur le moyen de transport utilisé pour l'exportation.

4. Le document d'exportation doit être conforme au modèle reproduit à l'annexe III. Il est valable pour les exportations à destination de l'ensemble du territoire douanier de la Communauté.

5. La république de Bulgarie notifie à la Commission les noms et adresses des autorités gouvernementales bulgares habilitées à délivrer et à contrôler les documents d'exportation et lui fait parvenir en même temps un modèle des sceaux et des signatures qu'elles utilisent. Elle notifie également à la Commission tout changement intervenu dans ces éléments.

<sup>(1)</sup> JO n° L 358 du 31. 12. 1994, p. 3.

<sup>(2)</sup> Voir page 27 du présent Journal officiel.

6. Certaines dispositions techniques relatives à la mise en œuvre du système de double contrôle figurent à l'annexe IV.

#### Article 2

1. La république de Bulgarie s'engage à fournir à la Communauté des statistiques précises sur les documents d'exportation délivrés par les autorités bulgares en application de l'article 1<sup>er</sup>. Ces données sont transmises à la Communauté à la fin de la période suivant le mois auquel elles se rapportent.

2. La Communauté s'engage à fournir aux autorités bulgares des statistiques précises sur les documents d'importation délivrés par les États membres pour les produits énumérés à l'annexe I. Ces données sont transmises aux autorités bulgares à la fin de la période suivant le mois auquel elles se rapportent.

#### Article 3

Pour autant que de besoin, les parties se consultent, à la demande de l'une d'entre elles, sur tout problème découlant du fonctionnement de la présente décision. Les consultations ont lieu sans délai. Les deux parties les abordent dans un esprit de coopération et avec la volonté de régler le différend qui les oppose.

#### Article 4

Les notifications prévues par la présente décision doivent être adressées:

- pour ce qui concerne la Communauté, à la Commission des Communautés européennes (DG I/D/2 et DG III/C/2),
- pour ce qui concerne la Bulgarie, à la mission de la république de Bulgarie auprès des Communautés européennes et au ministère du commerce et de la coopération économique extérieure de la république de Bulgarie.

#### Article 5

La présente décision est obligatoire pour la Communauté et la république de Bulgarie, qui prennent les mesures nécessaires à son exécution.

#### Article 6

La présente décision entre en vigueur le jour de sa signature.

Elle est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Fait à Bruxelles, le 20 décembre 1995.

*Par le Conseil d'association*

*Le président*

L. ATIENZA SERNA



## ANNEXE I

## BULGARIE

## Liste des produits soumis au double contrôle (1996)

7202 11 20	7209 26 90	7213 91 10	7219 12 90	7225 20 20
7202 11 80	7209 27 10	7213 91 20	7219 13 10	7225 30 00
7202 99 11	7209 27 90	7213 91 41	7219 13 90	7225 40 20
	7209 28 10	7213 91 49	7219 14 10	7225 40 50
7203 90 00	7209 28 90	7213 91 70	7219 14 90	7225 40 80
	7209 90 10	7213 91 90	7219 21 10	7225 50 00
7206 10 00		7213 99 10	7219 21 90	7225 91 10
7206 90 00	7210 11 10	7213 99 90	7219 22 10	7225 92 10
	7210 12 11		7219 22 90	7225 99 10
7208 10 00	7210 12 19	7214 20 00	7219 23 00	
7208 25 00	7210 20 10	7214 30 00	7219 24 00	7226 11 10
7208 26 00	7210 30 10	7214 91 10	7219 31 00	7226 19 10
7208 27 00	7210 41 10	7214 91 90	7219 32 10	7226 19 30
7208 36 00	7210 49 10	7214 99 10	7219 32 90	7226 20 20
7208 37 10	7210 50 10	7214 99 31	7219 33 10	7226 91 10
7208 37 90	7210 61 10	7214 99 39	7219 33 90	7226 91 90
7208 38 10	7210 69 10	7214 99 50	7219 34 10	7226 92 10
7208 38 90	7210 70 31	7214 99 61	7219 34 90	7226 93 20
7208 39 10	7210 70 39	7214 99 69	7219 35 10	7226 94 20
7208 39 90	7210 90 31	7214 99 80	7219 35 90	7226 99 20
7208 40 10	7210 90 33	7214 99 90	7219 90 10	
7208 40 90	7210 90 38			7227 10 00
7208 51 10		7215 90 10	7220 11 00	7227 20 00
7208 51 30	7211 13 00		7220 12 00	7227 90 10
7208 51 50	7211 14 10	7216 10 00	7220 20 10	7227 90 50
7208 51 91	7211 14 90	7216 21 00	7220 90 11	7227 90 95
7208 51 99	7211 19 20	7216 22 00	7220 90 31	
7208 52 10	7211 19 90	7216 31 11		7228 10 10
7208 52 91	7211 23 10	7216 31 19	7221 00 10	7228 10 30
7208 52 99	7211 23 51	7216 31 91	7221 00 90	7228 20 11
7208 53 10	7211 29 20	7216 31 99		7228 20 19
7208 53 90	7211 90 11	7216 32 11	7222 11 11	7228 20 30
7208 54 10		7216 32 19	7222 11 19	7228 30 20
7208 54 90	7212 10 10	7216 32 91	7222 11 21	7228 30 41
7208 90 10	7212 10 91	7216 32 99	7222 11 29	7228 30 49
	7212 20 11	7216 33 10	7222 11 91	7228 30 61
7209 15 00	7212 30 11	7216 33 90	7222 11 99	7228 30 69
7209 16 10	7212 40 10	7216 40 10	7222 19 10	7228 30 70
7209 16 90	7212 40 91	7216 40 90	7222 19 90	7228 30 89
7209 17 10	7212 50 31	7216 50 10	7222 30 10	7228 60 10
7209 17 90	7212 50 51	7216 50 91	7222 40 10	7228 70 10
7209 18 10	7212 60 11	7216 50 99	7222 40 30	7228 70 31
7209 18 91	7212 60 91	7216 99 10		7228 80 10
7209 18 99			7225 11 00	7228 80 90
7209 25 00	7213 10 00	7219 11 00	7225 19 10	
7209 26 10	7213 20 00	7219 12 10	7225 19 90	7301 10 00



## ANNEXE II

## COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

## DOCUMENT DE SURVEILLANCE

Original pour le destinataire	<b>1</b>	1. Destinataire <i>(nom, adresse complète, pays et numéro de TVA)</i>	2. Numéro de délivrance	
	<b>1</b>		3. Lieu et date prévus pour l'importation	
			4. Autorité compétente de délivrance <i>(nom, adresse et téléphone)</i>	
			5. Déclarant/représentant <i>(si applicable)</i> <i>(nom, adresse complète)</i>	
			6. Pays d'origine <i>(et numéro de géonomenclature)</i>	
			7. Pays de provenance <i>(et numéro de géonomenclature)</i>	
			8. Dernier jour de validité	
			9. Désignation des marchandises	10. Code des marchandises (NC) et catégorie
		11. Quantité exprimée en kg (masse nette) ou en unités supplémentaires		
		12. Valeur caf frontière CE en écus		
13. Mentions complémentaires				
14. Visa de l'autorité compétente				
Date: .....				
Signature: ..... Cachet				

<b>15. IMPUTATIONS</b> Indiquer dans la partie 1 de la colonne 17 la quantité disponible et dans la partie 2 la quantité indiquée			
<b>16. Quantité nette</b> (masse nette ou autre unité de mesure avec indication de l'unité)		<b>19. Document douanier</b> (modèle et numéro) ou numéro d'extrait et date d'imputation	<b>20. Nom, État membre, signature et cachet de l'autorité d'imputation</b>
<b>17. En chiffres</b>	<b>18. En lettres pour la quantité imputée</b>		
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			

Fixer ici la rallonge éventuelle.

## COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

## DOCUMENT DE SURVEILLANCE

<b>Exemplaire pour l'autorité compétente</b>	<b>2</b>	<b>1. Destinataire</b> <i>(nom, adresse complète, pays et numéro de TVA)</i>	<b>2. Numéro de délivrance</b>
	<b>2</b>		<b>3. Lieu et date prévus pour l'importation</b>
			<b>4. Autorité compétente de délivrance</b> <i>(nom, adresse et téléphone)</i>
		<b>5. Déclarant/représentant (si applicable)</b> <i>(nom, adresse complète)</i>	<b>6. Pays d'origine</b> <i>(et numéro de géonomenclature)</i>
			<b>7. Pays de provenance</b> <i>(et numéro de géonomenclature)</i>
			<b>8. Dernier jour de validité</b>
		<b>9. Désignation des marchandises</b>	<b>10. Code des marchandises (NC) et catégorie</b>
			<b>11. Quantité exprimée en kg (masse nette) ou en unités supplémentaires</b>
			<b>12. Valeur caf frontière CE en écus</b>
		<b>13. Mentions complémentaires</b>	
		<b>14. Visa de l'autorité compétente</b>	
		Date: .....	
		Signature: .....	Cachet

**15. IMPUTATIONS**

Indiquer dans la partie 1 de la colonne 17 la quantité disponible et dans la partie 2 la quantité indiquée

16. Quantité nette (masse nette ou autre unité de mesure avec indication de l'unité)		19. Document douanier (modèle et numéro) ou numéro d'extrait et date d'imputation	20. Nom, État membre, signature et cachet de l'autorité d'imputation
17. En chiffres	18. En lettres pour la quantité imputée		
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			

Fixer ici la rallonge éventuelle.

ANNEXE III

(<sup>1</sup>) Show net weight (kg) and also quantity in the unit prescribed where other than net weight.  
 (<sup>2</sup>) In the currency of the sale contract.

1. Exporter (name, full address, country)	ORIGINAL		2. No.
	3. Year		4. Product group
5. Consignee (name, full address, country)	EXPORT LICENCE  (ECSC products)		
	6. Country of origin		7. Country of destination
8. Place and date of shipment – Means of transport		9. Supplementary details	
10. Description of goods – Manufacturer		11. CN code	12. Quantity ( <sup>1</sup> )
			13. FOB Value ( <sup>2</sup> )
14. CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY			
15. Competent authority (name, full address, country)		At ....., on .....	
		..... (Signature)	..... (Stamp)

## LICENCE D'EXPORTATION

(Produits CECA)

1. Exportateur (nom, adresse complète, pays)
2. Numéro
3. Année
4. Catégorie de produits
5. Destinataire (nom, adresse complète, pays)
6. Pays d'origine
7. Pays de destination
8. Lieu et date d'embarquement — Moyen de transport
9. Indications complémentaires
10. Description des marchandises — Fabricant
11. Code NC
12. Quantité <sup>(1)</sup>
13. Valeur fob <sup>(2)</sup>
14. DÉCLARATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE
15. Autorité compétente (nom, adresse complète, pays)

Fait à ....., le .....

(Signature)

(Cachet)

---

<sup>(1)</sup> Poids net en kilogrammes ou quantité dans l'unité prévue pour la catégorie si cette unité n'est pas le poids net.

<sup>(2)</sup> En monnaie du contrat de vente.



(1) Show net weight (kg) and also quantity in the unit prescribed where other than net weight.  
 (2) In the currency of the sale contract.

<b>1. Exporter</b> <i>(name, full address, country)</i>	<b>COPY</b>	<b>2. No.</b>	
	<b>3. Year</b>	<b>4. Product group</b>	
<b>5. Consignee</b> <i>(name, full address, country)</i>	<b>EXPORT LICENCE</b>  <b>(ECSC products)</b>		
	<b>6. Country of origin</b>	<b>7. Country of destination</b>	
<b>8. Place and date of shipment – Means of transport</b>	<b>9. Supplementary details</b>		
<b>10. Description of goods – Manufacturer</b>	<b>11. CN code</b>	<b>12. Quantity</b> (1)	<b>13. FOB Value</b> (2)
<b>14. CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY</b>			
<b>15. Competent authority</b> <i>(name, full address, country)</i>	At ..... on .....  ..... <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <span>(Signature)</span> <span>(Stamp)</span> </div>		



## ANNEXE IV

## BULGARIE

## ANNEXE TECHNIQUE POUR LE SYSTÈME DE DOUBLE CONTRÔLE

1. Les documents d'exportation mesurent 210 mm sur 297. Le papier utilisé doit être du papier blanc à lettre encollé ne contenant pas de pâte mécanique et pesant au minimum 25 grammes par mètre carré. Ils sont imprimés en anglais. S'ils sont établis à la main, ils doivent être remplis à l'encre et en caractères d'imprimerie. Les documents d'exportation peuvent comporter des copies supplémentaires dûment désignées comme telles. Lorsqu'ils comportent plusieurs copies, le premier feuillet est seul à constituer l'original. Ce feuillet est revêtu de la mention «original» et les autres feuillets de la mention «copie». Les autorités communautaires compétentes n'acceptent que l'original pour contrôler l'exportation vers la Communauté conformément aux dispositions du système de double contrôle.
2. Chaque document est revêtu d'un numéro de série standard imprimé ou non destiné à l'individualiser. Ce numéro est composé des éléments suivants:
  - deux lettres identifiant le pays exportateur comme suit: BG,
  - deux lettres identifiant l'État membre prévu pour le dédouanement comme suit:
    - BE — Belgique
    - DK — Danemark
    - DE — Allemagne
    - EL — Grèce
    - ES — Espagne
    - FR — France
    - IE — Irlande
    - IT — Italie
    - LU — Luxembourg
    - NL — Pays-Bas
    - AT — Autriche
    - PT — Portugal
    - FI — Finlande
    - SE — Suède
    - GB — Royaume-Uni,
  - un numéro à un chiffre indiquant l'année correspondant au dernier chiffre du millésime, par exemple 6 pour 1996,
  - des numéros à deux chiffres allant de 01 à 99 identifiant le bureau de délivrance du pays exportateur,
  - des numéros à cinq chiffres allant de 00001 à 99999 attribués à l'État membre prévu pour le dédouanement.
3. Les documents d'exportation sont valables pendant quatre mois à compter de la date de leur délivrance. Ils peuvent être renouvelés ou prorogés.
4. Chaque document d'importation peut être utilisé pour un ou plusieurs envois des produits en question. Toutefois, étant donné que l'importateur est tenu de présenter l'original du document d'exportation lorsqu'il demande un document d'importation, les documents d'exportation devraient, dans la mesure du possible, être délivrés pour des transactions commerciales distinctes et non globales.
5. La république de Bulgarie n'est pas tenue de faire figurer sur le document d'exportation des données de prix à caractère strictement confidentiel. En pareil cas, il convient d'indiquer dans la case 9 du document d'exportation la raison de la non-divulgaration de ces données de prix et de mentionner qu'elles peuvent être fournies sur demande aux autorités communautaires compétentes.
6. Les documents d'exportation peuvent être délivrés après l'expédition des produits auxquels ils se rapportent. En pareil cas, ils doivent être revêtus de la mention «délivré *a posteriori*».

7. En cas de vol, de perte ou de destruction d'un document d'exportation, l'exportateur peut réclamer à l'autorité gouvernementale compétente qui l'a délivré un duplicata établi sur la base des documents d'exportation qui sont en sa possession. Le duplicata ainsi délivré doit être revêtu de la mention «duplicata». Il doit reproduire la date du document d'exportation.
  8. Les autorités communautaires compétentes sont informées sans délai du retrait ou de la modification d'un document d'exportation et, le cas échéant, des raisons du retrait ou de la modification.
  9. La république de Bulgarie entend indiquer la classification des produits (produits de premier ou second choix ou produits déclassés) dans la case 10 du document d'exportation.
-

## DÉCISION N° 3/95 DU CONSEIL D'ASSOCIATION

entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part,  
et la Roumanie, d'autre part

du 19 décembre 1995

concernant l'exportation de certains produits sidérurgiques CECA de la Roumanie vers la  
Communauté

(95/574/CECA)

LE CONSEIL D'ASSOCIATION,

DÉCIDE:

considérant que le groupe de contact visé à l'article 11 du protocole 2 de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part <sup>(1)</sup>, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1995, s'est réuni les 17 et 18 octobre 1995 pour examiner l'évolution des importations des produits CECA de Roumanie dans la Communauté et a reconnu la nécessité d'une procédure administrative destinée à permettre une information rapide sur l'évolution des courants d'échanges afin d'assurer que la réalisation des objectifs de l'accord n'est pas compromise;

considérant qu'une telle procédure administrative contribuerait à accroître la transparence et à éviter d'éventuels détournements de trafic;

considérant que le groupe de contact est dès lors convenu de recommander au Conseil d'association institué par l'article 106 de l'accord que le système de double contrôle introduit en 1995 par la décision n° 2/95 <sup>(2)</sup> du Conseil d'association soit prorogé pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996;

considérant que les parties sont désireuses de promouvoir le développement ordonné et équitable des échanges d'acier entre la Communauté et la Roumanie;

considérant que le Conseil d'association, au vu de toutes les informations utiles qui lui ont été fournies, a estimé que la solution acceptable pour les deux parties et la moins susceptible de perturber le bon fonctionnement de l'accord consiste à proroger, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996, le système de double contrôle, sans limites quantitatives, des importations dans la Communauté de certains produits sidérurgiques relevant du traité CECA,

*Article premier*

1. Pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996, l'importation dans la Communauté des produits sidérurgiques originaires de Roumanie qui sont énumérés à l'annexe I est subordonnée à la présentation d'un document d'importation conforme au modèle reproduit à l'annexe II, délivré par les autorités communautaires.

2. Le classement des produits visés par la présente décision se fonde sur la nomenclature tarifaire et statistique de la Communauté, ci-après dénommée «nomenclature combinée» ou, dans sa forme abrégée, «NC». L'origine de ces produits est déterminée conformément aux règles en vigueur dans la Communauté.

3. Pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996, l'importation dans la Communauté des produits sidérurgiques originaires de Roumanie qui sont énumérés à l'annexe I est en outre subordonnée à la délivrance d'un document d'exportation par les autorités roumaines compétentes. L'importateur est tenu de présenter l'original du document d'exportation au plus tard le 31 mars de l'année suivant celle de l'expédition des marchandises couvertes par le document. L'expédition est considérée comme ayant eu lieu à la date de chargement sur le moyen de transport utilisé pour l'exportation.

4. Le document d'exportation doit être conforme au modèle reproduit à l'annexe III. Il est valable pour les exportations à destination de l'ensemble du territoire douanier de la Communauté.

5. La Roumanie notifie à la Commission les noms et adresses des autorités gouvernementales roumaines habilitées à délivrer et à contrôler les documents d'exportation et lui fait parvenir en même temps un modèle des sceaux et des signatures qu'elles utilisent. Elle notifie également à la Commission tout changement intervenu dans ces éléments.

<sup>(1)</sup> JO n° L 357 du 31. 12. 1994, p. 12.

<sup>(2)</sup> JO n° L 304 du 16. 12. 1995, p. 40.

6. Certaines dispositions techniques relatives à la mise en œuvre du système de double contrôle figurent à l'annexe IV.

#### *Article 2*

1. La Roumanie s'engage à fournir à la Communauté des statistiques précises sur les documents d'exportation délivrés par les autorités roumaines en application de l'article 1<sup>er</sup>. Ces données sont transmises à la Communauté à la fin de la période suivant le mois auquel elles se rapportent.

2. La Communauté s'engage à fournir aux autorités roumaines des statistiques précises sur les documents d'importation délivrés par les États membres pour les produits énumérés à l'annexe I. Ces données sont transmises aux autorités roumaines à la fin de la période suivant le mois auquel elles se rapportent.

#### *Article 3*

Pour autant que de besoin, les parties se consultent, à la demande de l'une d'entre elles, sur tout problème découlant du fonctionnement de la présente décision. Les consultations ont lieu sans délai. Les deux parties les abordent dans un esprit de coopération et avec la volonté de régler le différend qui les oppose.

#### *Article 4*

Les notifications prévues par la présente décision doivent être adressées:

- pour ce qui concerne la Communauté, à la Commission des Communautés européennes (DG I/D/2 et DG III/C/2),
- pour ce qui concerne la Roumanie, à la mission de Roumanie auprès des Communautés européennes et au ministère du commerce de Roumanie.

#### *Article 5*

La présente décision est obligatoire pour la Communauté et la Roumanie, qui prennent les mesures nécessaires à son exécution.

#### *Article 6*

La présente décision entre en vigueur le jour de sa signature.

Elle est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Fait à Bruxelles, le 19 décembre 1995.

*Par le conseil d'association*

*Le président*

L. ATIENZA SERNA

## ANNEXE I

## ROUMANIE

## Liste des produits soumis au double contrôle (1996)

7202 11 20	7209 26 90	7213 91 10	7219 12 90	7225 20 20
7202 11 80	7209 27 10	7213 91 20	7219 13 10	7225 30 00
7202 99 11	7209 27 90	7213 91 41	7219 13 90	7225 40 20
	7209 28 10	7213 91 49	7219 14 10	7225 40 50
7203 90 00	7209 28 90	7213 91 70	7219 14 90	7225 40 80
	7209 90 10	7213 91 90	7219 21 10	7225 50 00
7206 10 00		7213 99 10	7219 21 90	7225 91 10
7206 90 00	7210 11 10	7213 99 90	7219 22 10	7225 92 10
	7210 12 11		7219 22 90	7225 99 10
7208 10 00	7210 12 19	7214 20 00	7219 23 00	
7208 25 00	7210 20 10	7214 30 00	7219 24 00	7226 11 10
7208 26 00	7210 30 10	7214 91 10	7219 31 00	7226 19 10
7208 27 00	7210 41 10	7214 91 90	7219 32 10	7226 19 30
7208 36 00	7210 49 10	7214 99 10	7219 32 90	7226 20 20
7208 37 10	7210 50 10	7214 99 31	7219 33 10	7226 91 10
7208 37 90	7210 61 10	7214 99 39	7219 33 90	7226 91 90
7208 38 10	7210 69 10	7214 99 50	7219 34 10	7226 92 10
7208 38 90	7210 70 31	7214 99 61	7219 34 90	7226 93 20
7208 39 10	7210 70 39	7214 99 69	7219 35 10	7226 94 20
7208 39 90	7210 90 31	7214 99 80	7219 35 90	7226 99 20
7208 40 10	7210 90 33	7214 99 90	7219 90 10	
7208 40 90	7210 90 38			7227 10 00
7208 51 10		7215 90 10	7220 11 00	7227 20 00
7208 51 30	7211 13 00		7220 12 00	7227 90 10
7208 51 50	7211 14 10	7216 10 00	7220 20 10	7227 90 50
7208 51 91	7211 14 90	7216 21 00	7220 90 11	7227 90 95
7208 51 99	7211 19 20	7216 22 00	7220 90 31	
7208 52 10	7211 19 90	7216 31 11		7228 10 10
7208 52 91	7211 23 10	7216 31 19	7221 00 10	7228 10 30
7208 52 99	7211 23 51	7216 31 91	7221 00 90	7228 20 11
7208 53 10	7211 29 20	7216 31 99		7228 20 19
7208 53 90	7211 90 11	7216 32 11	7222 11 11	7228 20 30
7208 54 10		7216 32 19	7222 11 19	7228 30 20
7208 54 90	7212 10 10	7216 32 91	7222 11 21	7228 30 41
7208 90 10	7212 10 91	7216 32 99	7222 11 29	7228 30 49
	7212 20 11	7216 33 10	7222 11 91	7228 30 61
7209 15 00	7212 30 11	7216 33 90	7222 11 99	7228 30 69
7209 16 10	7212 40 10	7216 40 10	7222 19 10	7228 30 70
7209 16 90	7212 40 91	7216 40 90	7222 19 90	7228 30 89
7209 17 10	7212 50 31	7216 50 10	7222 30 10	7228 60 10
7209 17 90	7212 50 51	7216 50 91	7222 40 10	7228 70 10
7209 18 10	7212 60 11	7216 50 99	7222 40 30	7228 70 31
7209 18 91	7212 60 91	7216 99 10		7228 80 10
7209 18 99			7225 11 00	7228 80 90
7209 25 00	7213 10 00	7219 11 00	7225 19 10	
7209 26 10	7213 20 00	7219 12 10	7225 19 90	7301 10 00





## ANNEXE II

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

DOCUMENT DE SURVEILLANCE

Original pour le destinataire	1. Destinataire <i>(nom, adresse complète, pays et numéro de TVA)</i>	2. Numéro de délivrance
		3. Lieu et date prévus pour l'importation
		4. Autorité compétente de délivrance <i>(nom, adresse et téléphone)</i>
		5. Déclarant/représentant <i>(si applicable)</i> <i>(nom, adresse complète)</i>
	5. Déclarant/représentant <i>(si applicable)</i> <i>(nom, adresse complète)</i>	6. Pays d'origine <i>(et numéro de géonomenclature)</i>
		7. Pays de provenance <i>(et numéro de géonomenclature)</i>
		8. Dernier jour de validité
	9. Désignation des marchandises	10. Code des marchandises (NC) et catégorie
11. Quantité exprimée en kg (masse nette) ou en unités supplémentaires		
12. Valeur caf frontière CE en écus		
13. Mentions complémentaires		
14. Visa de l'autorité compétente		
Date: .....		
Signature: ..... Cachet		

<b>15. IMPUTATIONS</b> Indiquer dans la partie 1 de la colonne 17 la quantité disponible et dans la partie 2 la quantité indiquée			
<b>16. Quantité nette</b> (masse nette ou autre unité de mesure avec indication de l'unité)		<b>19. Document douanier</b> (modèle et numéro) ou numéro d'extrait et date d'imputation	<b>20. Nom, État membre, signature et cachet de l'autorité d'imputation</b>
<b>17. En chiffres</b>	<b>18. En lettres pour la quantité imputée</b>		
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			

Fixer ici la rallonge éventuelle.

## COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

## DOCUMENT DE SURVEILLANCE

Exemplaire pour l'autorité compétente	2	1. <b>Destinataire</b> <i>(nom, adresse complète, pays et numéro de TVA)</i>	2. <b>Numéro de délivrance</b>	
			3. <b>Lieu et date prévus pour l'importation</b>	
			4. <b>Autorité compétente de délivrance</b> <i>(nom, adresse et téléphone)</i>	
		5. <b>Déclarant/représentant</b> <i>(si applicable)</i> <i>(nom, adresse complète)</i>	6. <b>Pays d'origine</b> <i>(et numéro de géonomenclature)</i>	
				7. <b>Pays de provenance</b> <i>(et numéro de géonomenclature)</i>
				8. <b>Dernier jour de validité</b>
	2	9. <b>Désignation des marchandises</b>		10. <b>Code des marchandises (NC) et catégorie</b>
				11. <b>Quantité exprimée en kg (masse nette) ou en unités supplémentaires</b>
			12. <b>Valeur caf frontière CE en écus</b>	
13. <b>Mentions complémentaires</b>				
14. <b>Visa de l'autorité compétente</b>				
Date: .....				
Signature: ..... Cachet				

**15. IMPUTATIONS**

Indiquer dans la partie 1 de la colonne 17 la quantité disponible et dans la partie 2 la quantité indiquée

<b>16. Quantité nette</b> (masse nette ou autre unité de mesure avec indication de l'unité)		<b>19. Document douanier</b> (modèle et numéro) ou <b>numéro d'extrait et date d'imputation</b>	<b>20. Nom, État membre, signature et cachet de l'autorité d'imputation</b>
<b>17. En chiffres</b>	<b>18. En lettres pour la quantité imputée</b>		
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			

Fixer ici la rallonge éventuelle.

ANNEXE III

(1) Show net weight (kg) and also quantity in the unit prescribed where other than net weight.  
 (2) In the currency of the sale contract.

<b>1. Exporter</b> <i>(name, full address, country)</i>	<b>ORIGINAL</b>	<b>2. No.</b>			
	<b>3. Year</b>	<b>4. Product group</b>			
	<b>EXPORT LICENCE</b>  <b>(ECSC products)</b>				
<b>5. Consignee</b> <i>(name, full address, country)</i>	<b>6. Country of origin</b>	<b>7. Country of destination</b>			
	<b>8. Place and date of shipment – Means of transport</b>				
<b>10. Description of goods – Manufacturer</b>			<b>9. Supplementary details</b>		
			<b>11. CN code</b>	<b>12. Quantity</b> ( <sup>1</sup> )	<b>13. FOB Value</b> ( <sup>2</sup> )
			<b>14. CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY</b>		
			<b>15. Competent authority</b> <i>(name, full address, country)</i>		
			At ....., on .....		
			..... (Signature) (Stamp)		

## LICENCE D'EXPORTATION

(Produits CECA)

1. Exportateur (nom, adresse complète, pays)
2. Numéro
3. Année
4. Catégorie de produits
5. Destinataire (nom, adresse complète, pays)
6. Pays d'origine
7. Pays de destination
8. Lieu et date d'embarquement — Moyen de transport
9. Indications complémentaires
10. Description des marchandises — Fabricant
11. Code NC
12. Quantité <sup>(1)</sup>
13. Valeur fob <sup>(2)</sup>
14. DÉCLARATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE
15. Autorité compétente (nom, adresse complète, pays)

Fait à ....., le .....

(Signature)

(Cachet)

<sup>(1)</sup> Poids net en kilogrammes ou quantité dans l'unité prévue pour la catégorie si cette unité n'est pas le poids net.  
<sup>(2)</sup> En monnaie du contrat de vente.

(<sup>1</sup>) Show net weight (kg) and also quantity in the unit prescribed where other than net weight.  
 (<sup>2</sup>) In the currency of the sale contract.

1. <b>Exporter</b> ( <i>name, full address, country</i> )	COPY		2. <b>No.</b>
	3. <b>Year</b>	4. <b>Product group</b>	
	<b>EXPORT LICENCE</b>  <b>(ECSC products)</b>		
5. <b>Consignee</b> ( <i>name, full address, country</i> )	6. <b>Country of origin</b>	7. <b>Country of destination</b>	
	9. <b>Supplementary details</b>		
8. <b>Place and date of shipment – Means of transport</b>			
10. <b>Description of goods – Manufacturer</b>		11. <b>CN code</b>	12. <b>Quantity</b> ( <sup>1</sup> )
			13. <b>FOB Value</b> ( <sup>2</sup> )
14. <b>CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY</b>			
15. <b>Competent authority</b> ( <i>name, full address, country</i> )		At ....., on .....	
		..... (Signature)	..... (Stamp)





## ANNEXE IV

## ROUMANIE

## ANNEXE TECHNIQUE POUR LE SYSTÈME DE DOUBLE CONTRÔLE

1. Les documents d'exportation mesurent 210 mm sur 297. Le papier utilisé doit être du papier blanc à lettre encollé ne contenant pas de pâte mécanique et pesant au minimum 25 grammes par mètre carré. Ils sont imprimés en anglais. S'ils sont établis à la main, ils doivent être remplis à l'encre et en caractères d'imprimerie. Les documents d'exportation peuvent comporter des copies supplémentaires dûment désignées comme telles. Lorsqu'ils comportent plusieurs copies, le premier feuillet est seul à constituer l'original. Ce feuillet est revêtu de la mention «original» et les autres feuillets de la mention «copie». Les autorités communautaires compétentes n'acceptent que l'original pour contrôler l'exportation vers la Communauté conformément aux dispositions du système de double contrôle.
2. Chaque document est revêtu d'un numéro de série standard imprimé ou non destiné à l'individualiser. Ce numéro est composé des éléments suivants:
  - deux lettres identifiant le pays exportateur comme suit: RO,
  - deux lettres identifiant l'État membre prévu pour le dédouanement comme suit:
    - BE — Belgique
    - DK — Danemark
    - DE — Allemagne
    - EL — Grèce
    - ES — Espagne
    - FR — France
    - IE — Irlande
    - IT — Italie
    - LU — Luxembourg
    - NL — Pays-Bas
    - AT — Autriche
    - PT — Portugal
    - FI — Finlande
    - SE — Suède
    - GB — Royaume-Uni,
  - un numéro à un chiffre indiquant l'année correspondant au dernier chiffre du millésime, par exemple 6 pour 1996,
  - des numéros à deux chiffres allant de 01 à 99 identifiant le bureau de délivrance du pays exportateur,
  - des numéros à cinq chiffres allant de 00001 à 99999 attribués à l'État membre prévu pour le dédouanement.
3. Les documents d'exportation sont valables pendant quatre mois à compter de la date de leur délivrance. Ils peuvent être renouvelés ou prorogés.
4. Chaque document d'importation peut être utilisé pour un ou plusieurs envois des produits en question. Toutefois, étant donné que l'importateur est tenu de présenter l'original du document d'exportation lorsqu'il demande un document d'importation, les documents d'exportation devraient, dans la mesure du possible, être délivrés pour des transactions commerciales distinctes et non globales.
5. La Roumanie n'est pas tenue de faire figurer sur le document d'exportation des données de prix à caractère strictement confidentiel. En pareil cas, il convient d'indiquer dans la case 9 du document d'exportation la raison de la non-divulgaration de ces données de prix et de mentionner qu'elles peuvent être fournies sur demande aux autorités communautaires compétentes.
6. Les documents d'exportation peuvent être délivrés après l'expédition des produits auxquels ils se rapportent. En pareil cas, ils doivent être revêtus de la mention «délivré a posteriori».

7. En cas de vol, de perte ou de destruction d'un document d'exportation, l'exportateur peut réclamer à l'autorité gouvernementale compétente qui l'a délivré un duplicata établi sur la base des documents d'exportation qui sont en sa possession. Le duplicata ainsi délivré doit être revêtu de la mention «duplicata». Il doit reproduire la date du document d'exportation.
  8. Les autorités communautaires compétentes sont informées sans délai du retrait ou de la modification d'un document d'exportation et, le cas échéant, des raisons du retrait ou de la modification.
-

## DÉCISION N° 2/95 DU CONSEIL D'ASSOCIATION

entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part,  
et la Slovaquie, d'autre part

du 19 décembre 1995

concernant l'exportation de certains produits sidérurgiques CECA de la Slovaquie vers la  
Communauté

(95/575/CECA)

LE CONSEIL D'ASSOCIATION,

considérant que le groupe de contact visé à l'article 10 du protocole 2 de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part<sup>(1)</sup>, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1995, s'est réuni les 21 et 22 septembre 1995 pour examiner l'évolution des importations des produits CECA de Slovaquie dans la Communauté et a reconnu la nécessité de trouver des solutions appropriées dans le cadre de l'article 34 paragraphe 2 de l'accord afin d'assurer que la réalisation des objectifs de l'accord n'est pas compromise;

considérant que, en raison de la nécessité pour les deux parties de disposer d'informations rapides sur l'évolution des courants d'échanges afin d'accroître la transparence et d'éviter d'éventuels détournements de trafic, le groupe de contact a décidé de renvoyer la question au Conseil d'association institué par l'article 104 de l'accord;

considérant que les parties sont désireuses de promouvoir le développement ordonné et équitable des échanges d'acier entre la Communauté et la Slovaquie;

considérant que le Conseil d'association, au vu de toutes les informations utiles qui lui ont été fournies, a estimé que la solution acceptable pour les deux parties est un système de double contrôle, sans limites quantitatives, des importations dans la Communauté de certains produits sidérurgiques relevant du traité CECA, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996,

DÉCIDE:

*Article premier*

1. Pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996, l'importation dans la Communauté des produits

sidérurgiques originaires de Slovaquie qui sont énumérés à l'annexe I est subordonnée à la présentation d'un document d'importation conforme au modèle reproduit à l'annexe II, délivré par les autorités communautaires.

2. Le classement des produits visés par la présente décision se fonde sur la nomenclature tarifaire et statistique de la Communauté, ci-après dénommée «nomenclature combinée» ou, dans sa forme abrégée, «NC». L'origine de ces produits est déterminée conformément aux règles en vigueur dans la Communauté.

3. Pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1996, l'importation dans la Communauté des produits sidérurgiques originaires de Slovaquie qui sont énumérés à l'annexe I est en outre subordonnée à la délivrance d'un document d'exportation par les autorités slovaques compétentes. L'importateur est tenu de présenter l'original du document d'exportation au plus tard le 31 mars de l'année suivant celle de l'expédition des marchandises couvertes par le document.

4. Le document d'exportation ne sera pas requis pour les marchandises expédiées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1996, à condition que la destination de ces marchandises n'ait pas changé et que les produits qui ne peuvent être importés que sur présentation d'un document d'importation soient bien accompagnés de ce document.

5. L'expédition est considérée comme ayant eu lieu à la date de chargement sur le moyen de transport utilisé pour l'exportation.

6. Le document d'exportation doit être conforme au modèle reproduit à l'annexe III. Il est valable pour les exportations à destination de l'ensemble du territoire douanier de la Communauté.

7. La République slovaque notifie à la Commission les noms et adresses des autorités gouvernementales slovaques habilitées à délivrer et à contrôler les documents d'exportation et lui fait parvenir en même temps un modèle des sceaux et des signatures qu'elles utilisent. Elle notifie également à la Commission tout changement intervenu dans ces éléments.

(1) JO n° L 359 du 31. 12. 1994, p. 2.

8. Certaines dispositions techniques relatives à la mise en œuvre du système de double contrôle figurent à l'annexe IV.

#### *Article 2*

1. La République slovaque s'engage à fournir à la Communauté des statistiques précises sur les documents d'exportation délivrés par les autorités slovaques en application de l'article 1<sup>er</sup>. Ces données sont transmises à la Communauté à la fin de la période suivant le mois auquel elles se rapportent.

2. La Communauté s'engage à fournir aux autorités slovaques des statistiques précises sur les documents d'importation délivrés par les États membres pour les produits énumérés à l'annexe I. Ces données sont transmises aux autorités slovaques à la fin de la période suivant le mois auquel elles se rapportent.

#### *Article 3*

Pour autant que de besoin, les parties se consultent, à la demande de l'une d'entre elles, sur tout problème découlant du fonctionnement de la présente décision. Les consultations ont lieu sans délai. Les deux parties les abordent dans un esprit de coopération et avec la volonté de régler le différend qui les oppose.

#### *Article 4*

Les notifications prévues par la présente décision doivent être adressées:

- pour ce qui concerne la Communauté, à la Commission des Communautés européennes (DG I/D/2 et DG III/C/2),
- pour ce qui concerne la Slovaquie, à la mission de la République slovaque auprès des Communautés européennes et au ministère de l'économie de la République slovaque.

#### *Article 5*

La présente décision est obligatoire pour la Communauté et la République slovaque, qui prennent les mesures nécessaires à son exécution.

#### *Article 6*

La présente décision entre en vigueur le jour de sa signature.

Elle est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

Fait à Bruxelles, le 19 décembre 1995.

*Par le Conseil d'association*

*Le président*

L. ATIENZA SERNA

## ANNEXE I

## SLOVAQUIE

## Liste des produits soumis au double contrôle (1996)

<i>Bobines laminées à chaud et décapées</i>	7211 19 20
7208 10 00	7211 19 90
7208 25 00	
7208 26 00	7212 60 91
7208 27 00	
7208 36 00	7220 11 00
7208 37 10	7220 12 00
7208 37 90	7220 90 31
7208 38 10	
7208 38 90	7226 19 10
7208 39 10	7226 20 20
7208 39 90	7226 91 10
	7226 91 90
	7226 93 20
7219 11 00	7226 94 20
7219 12 10	7226 99 20
7219 12 90	
7219 13 10	
7219 14 10	<i>Feuillards laminés à froid</i>
7219 14 90	7211 23 10
	7211 23 51
7225 19 10	7211 23 99
7225 20 20	7211 29 20
7225 30 00	7211 90 19
	7211 90 90
<i>Découpes</i>	7226 92 90
7208 40 10	7226 93 80
7208 40 90	7226 94 80
7208 51 10	7226 99 80
7208 51 99	
7208 52 10	
7208 52 99	<i>Tôles, bobines et bandes galvanisées à chaud</i>
7208 53 10	7210 11 90
7208 53 90	7210 41 90
7208 54 10	7210 61 10
7208 54 90	
7208 90 10	7212 30 90
7208 90 90	
<i>Tôles et bobines laminées à froid</i>	<i>Fer blanc en bobines, tôles et bandes</i>
7209 15 00	7210 12 11
7209 16 90	7210 70 31
7209 17 90	7210 70 39
7209 18 91	
7209 18 99	7212 10 99
7209 25 00	
7209 26 90	<i>Tôles, bobines et bandes, magnétiques à grains non orientés pour l'électronique</i>
7209 27 90	
7209 28 90	7209 17 10
7209 90 10	7209 27 10
7209 90 90	
	7211 23 91
<i>Feuillards laminés à chaud</i>	<i>Tubes sans soudure</i>
7211 14 10	
7211 14 90	Code NC 7304 complet



## ANNEXE II

## COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

## DOCUMENT DE SURVEILLANCE

Original pour le destinataire	1	<b>1. Destinataire</b> <i>(nom, adresse complète, pays et numéro de TVA)</i>	<b>2. Numéro de délivrance</b>
	1		<b>3. Lieu et date prévus pour l'importation</b>
			<b>4. Autorité compétente de délivrance</b> <i>(nom, adresse et téléphone)</i>
			<b>5. Déclarant/représentant</b> <i>(si applicable)</i> <i>(nom, adresse complète)</i>
	1	<b>7. Pays de provenance</b> <i>(et numéro de géonomenclature)</i>	
		<b>8. Dernier jour de validité</b>	
	<b>9. Désignation des marchandises</b>		<b>10. Code des marchandises (NC) et catégorie</b>
			<b>11. Quantité exprimée en kg (masse nette) ou en unités supplémentaires</b>
<b>12. Valeur caf frontière CE en écus</b>			
<b>13. Mentions complémentaires</b>			
<b>14. Visa de l'autorité compétente</b>  Date: .....  Signature: ..... Cachet			

<b>15. IMPUTATIONS</b> Indiquer dans la partie 1 de la colonne 17 la quantité disponible et dans la partie 2 la quantité indiquée			
<b>16. Quantité nette</b> (masse nette ou autre unité de mesure avec indication de l'unité)		<b>19. Document douanier</b> (modèle et numéro) <b>ou numéro d'extrait et date d'imputation</b>	<b>20. Nom, État membre, signature et cachet de l'autorité d'imputation</b>
<b>17. En chiffres</b>	<b>18. En lettres pour la quantité imputée</b>		
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			

Fixer ici la rallonge éventuelle.



## COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

## DOCUMENT DE SURVEILLANCE

Exemplaire pour l'autorité compétente	2	1. <b>Destinataire</b> <i>(nom, adresse complète, pays et numéro de TVA)</i>	2. <b>Numéro de délivrance</b>
	2		3. <b>Lieu et date prévus pour l'importation</b>
			4. <b>Autorité compétente de délivrance</b> <i>(nom, adresse et téléphone)</i>
		5. <b>Déclarant/représentant</b> <i>(si applicable)</i> <i>(nom, adresse complète)</i>	6. <b>Pays d'origine</b> <i>(et numéro de géonomenclature)</i>
	2	7. <b>Pays de provenance</b> <i>(et numéro de géonomenclature)</i>	
		8. <b>Dernier jour de validité</b>	
	9. <b>Désignation des marchandises</b>	10. <b>Code des marchandises (NC) et catégorie</b>	
		11. <b>Quantité exprimée en kg (masse nette) ou en unités supplémentaires</b>	
12. <b>Valeur caf frontière CE en écus</b>			
13. <b>Mentions complémentaires</b>			
14. <b>Visa de l'autorité compétente</b>			
Date: .....			
Signature: ..... Cachet			

**15. IMPUTATIONS**

Indiquer dans la partie 1 de la colonne 17 la quantité disponible et dans la partie 2 la quantité indiquée

16. Quantité nette (masse nette ou autre unité de mesure avec indication de l'unité)		19. Document douanier (modèle et numéro) ou numéro d'extrait et date d'imputation	20. Nom, État membre, signature et cachet de l'autorité d'imputation
17. En chiffres	18. En lettres pour la quantité imputée		
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			
1			
2			

Fixer ici la rallonge éventuelle.

ANNEXE III

1. <b>Exporter</b> (name, full address, country)	ORIGINAL		2. <b>No.</b>	
	3. <b>Year</b>		4. <b>Product group</b>	
	<b>EXPORT LICENCE</b>  <b>(ECSC products)</b>			
5. <b>Consignee</b> (name, full address, country)	6. <b>Country of origin</b>		7. <b>Country of destination</b>	
	8. <b>Place and date of shipment – Means of transport</b>		9. <b>Supplementary details</b>	
10. <b>Description of goods – Manufacturer</b>		11. <b>CN code</b>	12. <b>Quantity</b> ( <sup>1</sup> )	13. <b>FOB Value</b> ( <sup>2</sup> )
14. <b>CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY</b>				
15. <b>Competent authority</b> (name, full address, country)		At ....., on .....		
		..... (Signature)		..... (Stamp)

(<sup>1</sup>) Show net weight (kg) and also quantity in the unit prescribed where other than net weight.  
 (<sup>2</sup>) In the currency of the sale contract.

## LICENCE D'EXPORTATION

(Produits CECA)

1. Exportateur (nom, adresse complète, pays)
2. Numéro
3. Année
4. Catégorie de produits
5. Destinataire (nom, adresse complète, pays)
6. Pays d'origine
7. Pays de destination
8. Lieu et date d'embarquement — Moyen de transport
9. Indications complémentaires
10. Description des marchandises — Fabricant
11. Code NC
12. Quantité <sup>(1)</sup>
13. Valeur fob <sup>(2)</sup>
14. DÉCLARATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE
15. Autorité compétente (nom, adresse complète, pays)

Fait à ....., le .....

(Signature)

(Cachet)

<sup>(1)</sup> Poids net en kilogrammes ou quantité dans l'unité prévue pour la catégorie si cette unité n'est pas le poids net.  
<sup>(2)</sup> En monnaie du contrat de vente.

(<sup>1</sup>) Show net weight (kg) and also quantity in the unit prescribed where other than net weight.  
 (<sup>2</sup>) In the currency of the sale contract.

<b>1. Exporter</b> <i>(name, full address, country)</i>	<b>COPY</b>		<b>2. No.</b>	
	<b>3. Year</b>		<b>4. Product group</b>	
	<b>EXPORT LICENCE</b>  <b>(ECSC products)</b>			
<b>5. Consignee</b> <i>(name, full address, country)</i>	<b>6. Country of origin</b>		<b>7. Country of destination</b>	
	<b>8. Place and date of shipment – Means of transport</b>			
<b>9. Supplementary details</b>				
<b>10. Description of goods – Manufacturer</b>		<b>11. CN code</b>	<b>12. Quantity</b> ( <sup>1</sup> )	<b>13. FOB Value</b> ( <sup>2</sup> )
<b>14. CERTIFICATION BY THE COMPETENT AUTHORITY</b>				
<b>15. Competent authority</b> <i>(name, full address, country)</i>		At ....., on .....		
		..... (Signature)		..... (Stamp)



## ANNEXE IV

## SLOVAQUIE

## ANNEXE TECHNIQUE POUR LE SYSTÈME DE DOUBLE CONTRÔLE

1. Les documents d'exportation mesurent 210 mm sur 297. Le papier utilisé doit être du papier blanc à lettre encollé ne contenant pas de pâte mécanique et pesant au minimum 25 grammes par mètre carré. Ils sont imprimés en anglais. S'ils sont établis à la main, ils doivent être remplis à l'encre et en caractères d'imprimerie. Les documents d'exportation peuvent comporter des copies supplémentaires dûment désignées comme telles. Lorsqu'ils comportent plusieurs copies, le premier feuillet est seul à constituer l'original. Ce feuillet est revêtu de la mention «original» et les autres feuillets de la mention «copie». Les autorités communautaires compétentes n'acceptent que l'original pour contrôler l'exportation vers la Communauté conformément aux dispositions du système de double contrôle.
2. Chaque document est revêtu d'un numéro de série standard imprimé ou non destiné à l'individualiser. Ce numéro est composé des éléments suivants:
  - deux lettres identifiant le pays exportateur comme suit: SK,
  - deux lettres identifiant l'État membre prévu pour le dédouanement comme suit:
    - BE — Belgique
    - DK — Danemark
    - DE — Allemagne
    - EL — Grèce
    - ES — Espagne
    - FR — France
    - IE — Irlande
    - IT — Italie
    - LU — Luxembourg
    - NL — Pays-Bas
    - AT — Autriche
    - PT — Portugal
    - FI — Finlande
    - SE — Suède
    - GB — Royaume-Uni,
  - un numéro à un chiffre indiquant l'année correspondant au dernier chiffre du millésime, par exemple 6 pour 1996,
  - des numéros à deux chiffres allant de 01 à 99 identifiant le bureau de délivrance du pays exportateur,
  - des numéros à cinq chiffres allant de 00001 à 99999 attribués à l'État membre prévu pour le dédouanement.
3. Les documents d'exportation sont valables pendant quatre mois à compter de la date de leur délivrance. Ils peuvent être renouvelés ou prorogés.
4. Chaque document d'importation peut être utilisé pour un ou plusieurs envois des produits en question. Toutefois, étant donné que l'importateur est tenu de présenter l'original du document d'exportation lorsqu'il demande un document d'importation, les documents d'exportation devraient, dans la mesure du possible, être délivrés pour des transactions commerciales distinctes et non globales.
5. La République slovaque n'est pas tenue de faire figurer sur le document d'exportation des données de prix à caractère strictement confidentiel. En pareil cas, il convient d'indiquer dans la case 9 du document d'exportation la raison de la non-divulgaration de ces données de prix et de mentionner qu'elles peuvent être fournies sur demande aux autorités communautaires compétentes.
6. Les documents d'exportation peuvent être délivrés après l'expédition des produits auxquels ils se rapportent. En pareil cas, ils doivent être revêtus de la mention «délivré *a posteriori*».

- 
7. En cas de vol, de perte ou de destruction d'un document d'exportation, l'exportateur peut réclamer à l'autorité gouvernementale compétente qui l'a délivré un duplicata établi sur la base des documents d'exportation qui sont en sa possession. Le duplicata ainsi délivré doit être revêtu de la mention «duplicata». Il doit reproduire la date du document d'exportation.
  
  8. Les autorités communautaires compétentes sont informées sans délai du retrait ou de la modification d'un document d'exportation et, le cas échéant, des raisons du retrait ou de la modification.
-